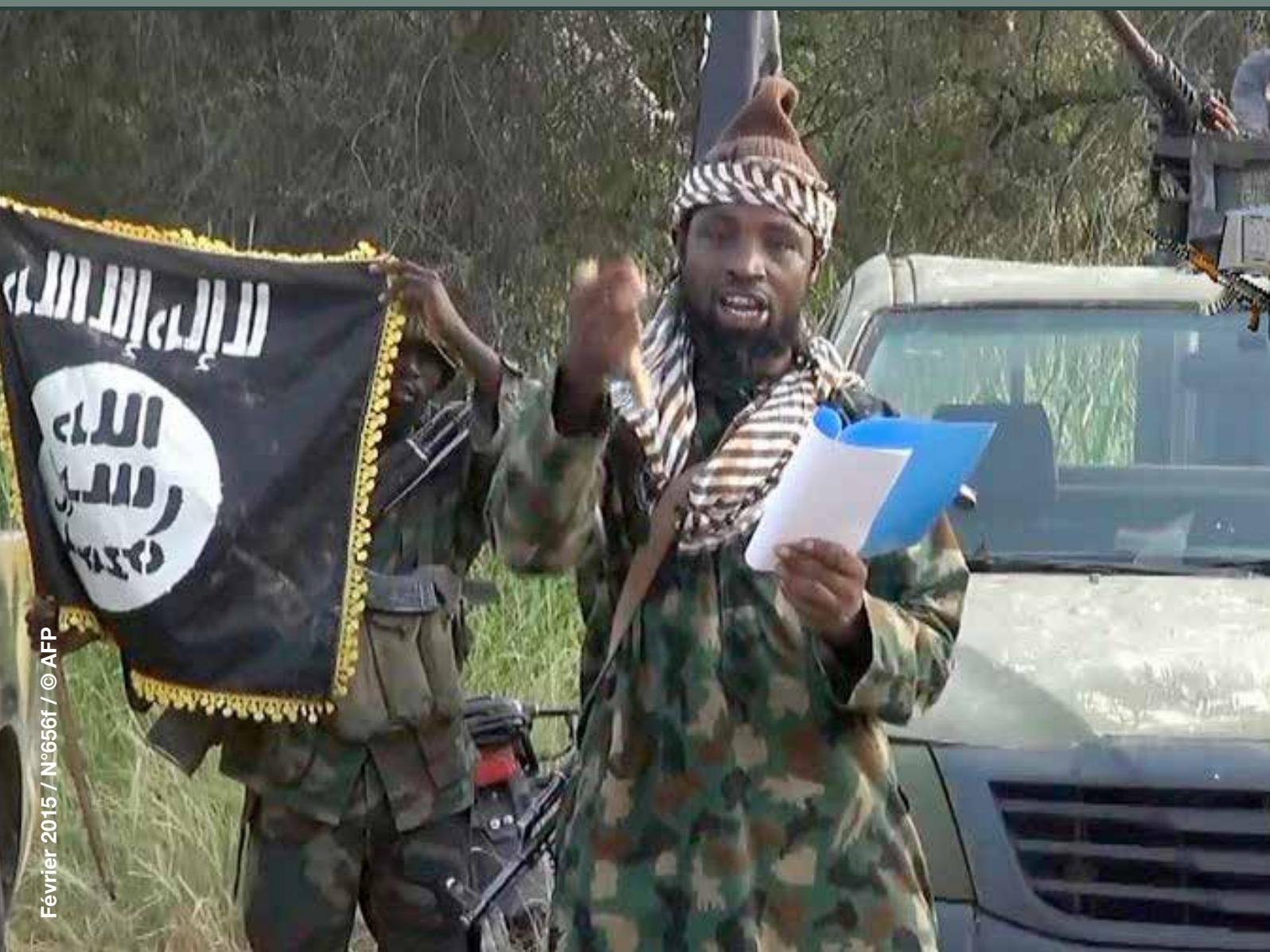


# NIGERIA

## LES CRIMES DE MASSE DE BOKO HARAM

RAPPORT



# LES CRIMES DE MASSE DE BOKO HARAM

## NIGERIA

<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
<b>I. Naissance et développement de Boko Haram</b> .....	<b>4</b>
De Mohamed Yusuf à Abubakar Shekau : la radicalisation après la répression .....	4
Structures, commandements et opérabilité de Boko Haram .....	5
<b>II. Les crimes de Boko Haram</b> .....	<b>7</b>
2013 : le tournant stratégique .....	8
2014 : le « califat » du sang .....	10
2015 : Plus d'un millier de morts dans l'attaque de Baga et sa région .....	13
Les femmes et les jeunes filles : cibles, victimes et instruments de Boko Haram .....	15
Recrutement forcé des jeunes garçons .....	19
<b>III. Boko Haram dans la galaxie salafiste</b> .....	<b>21</b>
<b>IV. Les ambitions régionales de Boko Haram : du Cameroun, au Tchad et au Niger</b> ---	<b>25</b>
<b>V - Les crimes de l'armée nigériane et des milices civiles d'auto-défense</b> .....	<b>30</b>
<b>VI - Crimes de guerre et crimes contre l'humanité</b> .....	<b>32</b>
<b>VII - 2015 : Élection présidentielle à haut risque</b> .....	<b>36</b>
<b>Conclusion et recommandations</b> .....	<b>38</b>

# Introduction

L'offensive meurtrière engagée le 3 janvier 2015 par Boko Haram contre la localité de Baga dans la région du lac Tchad et au Cameroun marque une nouvelle étape de l'extension du groupe islamiste ultra-radical « Jama'atu ahlis sunna lidda'awatiwal jihad » dit Boko Haram.<sup>1</sup> En prenant possession de 16 villages supplémentaires, le groupe armé dirigé depuis 2009 par Abubakar Shekau contrôle désormais près de 20 000 km<sup>2</sup> dans le Nord est du Nigeria et la région frontalière du Cameroun.

Boko Haram est considéré par beaucoup aujourd'hui comme l'un des plus violents groupe armé du monde. Les presque 13 000 victimes recensées et 1,5 millions de réfugiés et déplacés depuis 2009 le sont de fait de massacres de masse, d'exécutions, d'attentats systématiques contre les civils, d'enrôlement d'enfants et participation directe aux hostilités, de violences sexuelles, etc. Autant de crimes constitutifs de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité . En janvier 2015, Boko Haram attaque la ville et la région de Baga et exécute plusieurs centaines voire près de deux mille personnes, ce qui constituerait le pire massacre de Boko Haram à ce jour. Alors que le groupe mène des attaques suicides depuis juin 2011, en juillet 2014, une fille de 10 ans est retrouvée avec un gilet d'explosif dans l'État de Katsina. Le 10 janvier 2015, une autre fille de 10 ans explose dans le marché de Maiduguri et tue 19 personnes.

Le 25 janvier 2015, le groupe islamiste lance une offensive majeure sur la capitale de l'État du Borno, Maiduguri, qui demeure une des leurs cibles principales. La ville de 1 million d'habitants, berceau du mouvement islamiste Boko Haram, est soumise depuis de longues années à des offensives répétées et des attentats meurtriers. Plus tard dans la journée, les islamistes ont pris le contrôle de la localité et de la base militaire de Monguno, à 130 kilomètres au nord-est de Maiduguri et qui constitue la dernière grande base militaire avant Maiduguri qu'ils avaient déjà cherché à prendre par deux fois. L'offensive finale pour Maiduguri, défendue par des militaires et des milices d'auto-défense a-t-elle réellement commencée ? Boko Haram semble en effet chercher par tous les moyens à prendre la ville qui l'a vu naître.

Ce rapport tente de faire le bilan et proposer une analyse de l'évolution et des crimes de Boko Haram depuis sa création en 2002. Compte tenu des difficultés d'accès aux zones touchées et où opèrent le groupe fondamentalistes, les informations contenues dans ce rapport sont issues de témoignages, d'articles de presse, de recherches récentes et d'informations recoupées issues du Nigeria, du Cameroun et du Niger par la FIDH.

---

1. « Groupe sunnite pour la prédication et le djihad » mais appelé couramment Boko Haram venant d'une part de « Boko » mot haoussa signifiant « frauduleux ou inauthentique » désignant par extension l'éducation étrangère et coloniale ; et d'autre part « Haram », qui signifie « illicite » en arabe.

# I - Naissance et développement de Boko Haram

## De Mohamed Yusuf à Abubakar Shekau : la radicalisation après la répression

Fondé en 2002 par Ustaz Mohamed Yusuf à Maiduguri (État de Borno), le groupe prône un islam obscurantiste et l'application stricte de la charia<sup>2</sup> à l'ensemble du Nigeria alors que 12 des 36 États de ce pays de 160 millions d'habitants l'appliquent déjà.

De 2002 à 2004, il se cantonne au domaine religieux et au prêche, puis à partir de 2004, le leader charismatique commence à avoir des revendications politiques, notamment la mise en place d'un système éducatif basé sur les écoles coraniques. De fait, à partir de 2006, il met en place dans l'État de Borno (Nord-Est) un système éducatif islamique parallèle en ouvrant des écoles, lycées et des universités coraniques, accueillant les exclus d'un système public ultra sélectif et inspiré du modèle britannique, et lance son slogan « Boko Haram ». Au cours de cette période, le groupe se radicalise et des heurts souvent violents opposent ses militants aux forces de sécurité. En décembre 2003, l'organisation lance sa première attaque d'importance contre les forces de police. C'est à cette époque aussi que date les premières attaques de commissariat pour récupérer armes et munitions. En 2006, Mohamed Yusuf fait l'objet d'une enquête pour activités supposées illégales, mais l'instruction est abandonnée. Il est arrêté à plusieurs reprises, notamment le 13 novembre 2008, pour « rassemblements illégaux » et « troubles à l'ordre public », mais relaxé sur décision judiciaire.

L'été 2009 est le tournant majeur de l'organisation. Le 26 juillet 2009, le groupe islamiste lance une attaque simultanée dans quatre États du nord est du Nigeria (Borno, Bauchi, Yobe et Kano) après que des militants aient été blessés lors d'un contrôle de police. Les combats les plus durs se déroulent à Maiduguri (capitale de l'État du Borno) où les islamistes affrontent la police pendant 4 jours avant que l'armée n'intervienne. Le 30 juillet, l'armée écrase dans le sang la rébellion islamiste. On dénombre entre 700 et 1500 victimes dont au moins 1000 dans les rangs des islamistes.<sup>3</sup> parmi lequel le fondateur de Boko Haram, Mohamed Yusuf, arrêté par l'armée et exécuté sommairement par la police. Les rescapés s'enfuient et entrent en clandestinité.

Ce n'est pas la première fois que le nord du Nigeria connaissait des flambées de violence liées à l'existence et l'action de sectes musulmanes « anti-occidentales ». Au début des années 1980, le mouvement Maitatsine, très actif notamment à Maiduguri, Kano et Kaduna, interdisait tous signes de modernité jusqu'au port de montres. En avril 1984, l'armée réprime dans le sang les derniers fidèles Maitatsiniens retranchés près du marché de Kano. L'intervention fait 3000 morts.

---

2. Ustaz Mohamed Yusuf a étudié la théologie à l'université de Médine (Arabie saoudite). Il s'inspire des prêches intolérants de l'Égyptien Shukri Mustafa, fondés sur l'excommunication et l'exil, profère de violentes critiques à l'endroit des autorités d'Abuja et s'oppose notamment aux fidèles d'un autre precheur nigérian, Abubakar Gumi, idéologue du mouvement néo-hanbalite Yan Izala, décédé en 1992 (le hanbalisme est le rite le plus rigoriste des quatre écoles de pensée religieuse de droit musulman de l'islam sunnite).

3. Sanni Umaru, membre de Boko Haram se présentant comme le successeur du leader charismatique de Boko Haram affirme au mois d'août 2009, que les combats de juillet 2009 ont fait 1000 morts parmi les combattants de Boko Haram. Voir <http://allafrica.com/stories/200908150006.html>

En juillet 2010, après une lutte interne pour la succession de Mohamed Yusuf, Abubakar Shekau apparaît dans une vidéo dans laquelle il se proclame le nouveau leader de Boko Haram et promet la poursuite des combats. Depuis l'été 2009, les rescapés de Boko Haram se sont réorganisés et implantés dans la forêt de Sambisa d'où ils lancent en septembre 2009 un raid sur la prison de Bauchi et libèrent plus de 700 prisonniers dont 150 de leur militants.<sup>4</sup>

A partir de 2010 et sous l'impulsion d'Abubakar Shekau, la secte religieuse devient un groupe armé fondamentaliste islamiste aux pratiques radicales et sanguinaires : attaques de villes et de villages, attentats, enlèvements, recrutement forcé, etc. Boko Haram aurait fait plus de 13 000 victimes depuis 2009.

De juillet à novembre 2010, plus d'une cinquantaine de policiers, soldats, religieux, chefs locaux et politiciens sont tués à Maiduguri, par des hommes de Boko Haram circulant à moto.

A partir de la fin 2010, Boko Haram introduit la pratique des attentats et vise spécifiquement les chrétiens pendant les fêtes religieuses chrétiennes. Ainsi le 24 décembre 2010, la secte mène des attaques, incendies et assassinats ciblés contre des églises qui font plusieurs dizaines de morts, notamment 32 victimes dans la ville de Jos au cours de 7 explosions.

Boko Haram poursuit des objectifs de plus en plus clairs : déstabiliser l'État en attisant les tensions inter-religieuses et en s'en prenant aux symboles de l'État. Le groupe armé entend aussi démontrer que ses objectifs et ses ambitions se sont étendus : il s'agit de pouvoir toucher les centres névralgiques du pouvoir jusque dans la capitale, Abuja et non plus uniquement dans les États à majorité musulmans du Nord et du Nord est du pays.

Ainsi à partir d'avril 2011, le groupe multiplie les attentats à la bombe contre des églises chrétiennes, des gares, des hôtels, débits de boisson et des bâtiments officiels. L'élection présidentielle de mai 2011 et la victoire de Goodluck Jonathan sont l'occasion d'autres attentats. Le 30 mai, 18 personnes sont tuées par des bombes après l'investiture du président Goodluck Jonathan, dans la banlieue d'Abuja et dans les provinces du Nord, Borno et Bauchi.

Le 21 juin, une dizaine d'hommes armés attaque la ville de Kankara, dans l'État de Katsina, incendie un poste de police, libère les détenus et pille une banque, tuant 7 personnes dont 5 policiers.

Le 16 juin 2011, Boko Haram mène son premier attentat-suicide contre le quartier général de la police à Abuja « *pour montrer notre capacité d'action à tous ceux qui en doutent* », indique le mouvement dans un communiqué qui affirme par ailleurs que « *notre cible était l'inspecteur général remplir de la police Hafiz Ringim* ». <sup>5</sup> Le 26 août, un kamikaze parvient à s'introduire et faire exploser la représentation des Nations unies à Abuja tuant 23 personnes. <sup>6</sup>

## Structures, commandements et opérabilité de Boko Haram

Boko Haram est composé à l'origine majoritairement de personnes issues de l'ethnie Kanuri (4% de la population du Nigeria) originaires des États du nord-est de Bauchi et du Borno. Le noyau dur des combattants estimé à une centaine de personnes après l'élimination de son leader Mohamed Yusuf en 2009, s'élèverait aujourd'hui à 15 000 combattants auxquels il faut ajouter des milliers

4. AFP : *Nigeria: plus de 700 détenus s'évadent après l'attaque de leur prison*, septembre 2010.

5. <http://www.france24.com/fr/20110617-nigeria-attentat-abuja-terroristes-islamistes-radicaux-boko-haram-police-bombe-voiture-piegee/>

6. Deux suspects ont été appréhendés et identifiés comme Babagana Ismail Kwaljima, également appelé Abu Summaya et Babagana Mali, aussi connu sous le nom de Bulama. La police les soupçonne d'avoir été en contact avec Mamman Nur, « *un élément connu de Boko Haram ayant des liens avec Al-Qaïda, qui est récemment revenu de Somalie, a travaillé de concert avec les deux suspects et est le cerveau de l'attaque contre le bâtiment des Nations unies* », selon la police.

de soutiens et de sympathisants, que certains estiment en totalité à 50 000 « membres ».<sup>7</sup> Les estimations les plus basses montrent toutefois, que Boko Haram peut compter sur des effectifs similaires au groupe de Jabhat al-Nusra en Syrie, ce qui permet de prendre la mesure des ses capacités opérationnelles.

Boko Haram serait dirigé par un Conseil de la Choura de trente membres qui dirigent d'autres cellules mais qui ne se rencontrent pas forcément, préférant communiquer par téléphone. Abubakar Shekau semble avoir un large pouvoir de décisions, même sans en aviser le Conseil. « De toute évidence, cette structure laisse place à la possibilité de divisions et ne fournit pas de garantie lorsque quelqu'un prétend parler au nom du groupe, qu'il représente l'ensemble des factions (...) Shekau travaille avec quelques chefs de factions, et maintient très peu de contacts avec les combattants sur le terrain », décrit un rapport du Sénat américain en 2013.<sup>8</sup> Si de nombreux observateurs assurent que ce leadership est contesté de l'intérieur, rendant ainsi plus difficile les possibilités de prévenir les actions, les avancées stratégiques de Boko Haram au cours de l'année 2013 et 2014 relativisent cette analyse et force est de constater que Boko Haram contrôle aujourd'hui de larges portions de trois États du Nord et du Nord-est du Nigeria représentant plus de 20 000 km<sup>2</sup>. Cette progression fulgurante de Boko Haram s'est faite au prix d'une violence aveugle.

---

7. Un journaliste nigérian, Ahmed Salkida, introduit chez Boko Haram, évoque ce chiffre de 50 000 membres. Cité dans Jacob Zenn, Boko Haram: Recruitment, Financing, and Arms Trafficking in the Lake Chad Region, in CTC Sentinel, Volume 7, Issue 10 (October 2014), note 5.

8. « BOKO HARAM : Growing Threat to the U.S. Homeland » U.S. House of Representatives, Comitee on Homeland Security, September, 13, 2013 ; [https://www.scribd.com/fullscreen/167904269?access\\_key=key-v83p15iawu2a8zrh2m4&allow\\_share=true&escape=false&view\\_mode=scroll](https://www.scribd.com/fullscreen/167904269?access_key=key-v83p15iawu2a8zrh2m4&allow_share=true&escape=false&view_mode=scroll)

# II - Les crimes de Boko Haram

La rébellion de Boko Haram en juillet 2009 constitue un acte fondateur sanglant puisque si près d'un millier de ses membres sont tués dans les combats, plusieurs centaines de civils périssent à Maiduguri dans les combats.

Dans l'État de Borno, d'où la secte est originaire, entre juillet à novembre 2010, plus d'une cinquantaine de policiers, soldats, religieux, chefs locaux et politiciens sont tués à Maiduguri, par des hommes de Boko Haram circulant à moto.

A partir de la fin 2010, Boko Haram introduit la pratique des attentats et vise spécifiquement les chrétiens pendant leurs fêtes religieuses. Ainsi le 24 décembre 2010, le groupe attaque et incendie des églises et mène des assassinats ciblés contre des adeptes qui font plusieurs dizaines de morts, notamment à Jos où 7 explosions font 32 victimes pour en une seule journée.

Entre juillet 2009 et début février 2011, Boko Haram aurait revendiqué 164 attaques, attentats-suicides, exécutions et braquages ayant tués 935 personnes, dont une très large majorité de Nigériens de confession musulmane.<sup>9</sup>

La campagne électorale pour l'élection présidentielle de mai 2011 est l'occasion d'une suite d'attentats à la bombe contre des églises chrétiennes, des gares, des hôtels, débits de boisson et des bâtiments officiels à partir d'avril 2011. Après l'investiture du président Goodluck Jonathan, le 30 mai 2011, 18 personnes sont tuées par des bombes, dans la banlieue d'Abuja et dans les États de Borno et de Bauchi.

Le 4 novembre 2011, Boko Haram commet son premier massacre de masse lorsque vers 17h, les combattants de Boko Haram attaquent la ville pendant plus de quatre heures, tuant au moins 150 personnes détruisant 10 églises à l'aide de bombes, tandis qu'un poste militaire voisin est la cible d'une triple attentat suicide, tuant 4 personnes.

Comme en 2010, une série d'attentats et d'attaques visent les églises et les chrétiens pour les fêtes de Noël en 2011 : le 22 décembre, une attaque à la bombe fait 20 morts à Maiduguri, 4 policiers et un civil sont tués dans une attaque contre un poste de police à Potiskum et environ 100 personnes meurent dans de multiples attaques à la bombe et des assauts des membres de Boko Haram à Pompomari aux alentours de Damaturu ; le 25 décembre, un attentat à la bombe de Boko Haram contre l'église catholique de Madalla près d'Abuja tue 42 fidèles ; un policier est tué dans une attaque à la bombe déjouée contre une église de la région de Jos ; 3 agents du State Secret Service (SSS) et le kamikaze sont tués dans une attaque suicide à la voiture piégée contre un convoi qui sortait du quartier général du SSS à Damaturu.

Près de 35 attaques « majeures » de Boko Haram ont été comptabilisées en 2011 ayant tuées environ 450 personnes, en majorité des civils mais aussi des policiers, des dirigeants politiques et des imams qui « *mentent et se cachent derrière le manteau de la religion* »<sup>10</sup> ces derniers faisant l'objet d'assassinats ciblés. Ce n'est que la partie visible des crimes de Boko Haram dans les villes.<sup>11</sup>

9. Voir <http://www.monde-diplomatique.fr/2012/04/VICKY/47604>

10. Abubakar Shekau, « Message to President Jonathan 1 », YouTube, 11 janvier 2012.

11. Les principales attaques de Boko Haram entre 2002 et le 18 janvier 2012 : <http://www.irinnews.org/report/94691/nigeria-timeline-of-boko-haram-attacks-and-related-violence>

Le 1er Janvier 2012, le président Goodluck Jonathan déclare l'état d'urgence dans 15 localités durement touchées par les attaques de Boko Haram dans les États de Borni, de Yobe et Plateau et ordonne la fermeture des frontières au Nord.

Le 20 janvier 2012, Boko Haram attaque Kano, capitale de l'État du même nom, dans le nord du pays. Huit assauts sont lancés contre des postes de police et des bureaux du State Secret Service (SSS). Voitures piégées et tueurs déguisés en policiers font 185 morts.

2012 voit aussi la multiplication d'enlèvements ou d'assassinats d'étrangers qui n'étaient pas jusqu'à lors des cibles prioritaires. Ainsi, le 26 Janvier 2012, un ingénieur allemand est enlevé à Kano ; le 8 mars 2012, deux ingénieurs britannique et italien enlevés en mai 2011 sont tués par leurs ravisseurs ; le 19 décembre 2012, l'ingénieur français Francis Collomp est enlevé dans l'État de Katsina.<sup>12</sup> Pourtant aucune de ces actions n'est revendiquée par Boko Haram.

Les assassinats et attaques de cibles nigérianes se poursuivent, elles, pas dizaines de façon quasi quotidiennes. Le 17 juin 2012, des attaques suicides sont menées contre trois églises à Kaduna et Zaria engendrant des représailles contre les mosquées et les musulmans. Plus de 100 personnes sont tuées dans la semaine.

Le 10 juillet 2012, Boko Haram revendique les attaques du 7 et 8 juillet de ses combattants armés dans l'État du Plateau Central qui fait 100 morts.

Le 4 et 5 septembre, des attaques de Boko Haram visent des dizaines de tours relais de téléphonie mobile dans le Nord du pays, pour couper les communications, au cours desquelles plus de 20 personnes sont tuées.

En octobre 2012, on comptabiliserait plus de 2 800 victimes dans les violences liées à Boko Haram depuis 2009. Une part des ces morts serait le fait des forces de sécurité nigérianes qui se rendent coupables de crimes (exécutions sommaires, attaques de civils) dans les opérations de contre-insurrections.

Près de 150 attaques majeures auraient donc tuées près de 1500 personnes en 2012.<sup>13</sup>

## 2013 : le tournant stratégique

Le début de l'année 2013 est marqué par l'enlèvement, le 19 février, au Cameroun voisin des 7 membres de la famille française Moulin-Fournier<sup>14</sup> que Boko Haram revendique publiquement. C'est le premier enlèvement d'étrangers que la secte revendique en son nom. Depuis janvier 2012, ce type d'enlèvement est plutôt la marque de fabrique d'Ansaru, une scission de Boko Haram proche d'AQMI, et responsable de la vague d'enlèvement d'étranger en 2012.<sup>15</sup> Pourtant, l'organisation multiplie les enlèvements d'étrangers en 2013 puis 2014.<sup>16</sup>

Mais l'année 2013 est surtout marquée par la poursuite implacable des attentats et des attaques aveugles contre les populations civiles. Le 18 mars 2013, une attaque suicide à la gare routière de Kano, la deuxième ville la plus peuplée du Nigeria, tue 41 personnes et en blessent 65 autres d'après les sources hospitalières. Selon Magaji Majia, porte-parole de la police : « Deux kamikazes ont lancé leur véhicule piégé contre un car de luxe rempli de passagers sur le point de partir vers

12. Sur ces cas, voir infra *Boko Haram dans la galaxie salafiste*.

13. Les attaques majeures de Boko Haram en 2012 : <http://reliefweb.int/report/nigeria/timeline-boko-haram-and-related-violence-nigeria>

14. Ils seront libérés le 19 avril 2013 contre « compensations ». Voir infra *Boko Haram dans la galaxie salafiste*.

15. Voir infra *Boko Haram dans la galaxie salafiste*.

16. Notamment l'enlèvement du prêtre catholique français Georges Vandenbeusch (novembre 2014) ; celui de deux prêtres italiens et une religieuse canadienne (avril 2014). Voir infra *Boko Haram dans la galaxie salafiste*.

le sud du pays. L'explosion a embrasé cinq bus au total et les passagers qui attendaient de monter à bord ».<sup>17</sup>

L'armée tente de réagir et attaque les fiefs de la secte notamment au nord-est de la ville de Baga où les combats acharnés entre les islamistes et l'armée fédérale fait 187 morts le 19 avril 2013. En réponse à l'offensive gouvernementale, le 7 mai 2013, Boko Haram lance des attaques coordonnées contre les forces de sécurité au nord est de Bama, tue 55 personnes et arrive à libérer 105 détenus de plusieurs prisons.

Face à la multiplication des attaques de Boko Haram, et du climat insurrectionnel qui s'instaure dans les États du Nord du pays, le gouvernement semble totalement dépassé.

Le 14 mai 2013, le président Goodluck Johnatan décide d'imposer l'État d'urgence dans les États de Borno, Yobe et Adamawa expliquant que le niveau de violence appelait des « mesures extraordinaires ». Parallèlement à la mobilisation de l'armée fédérale, les autorités rassemblent, mobilisent et arment une coalition d'anciennes milices locales rebaptisées *Civilian Joint Task Force* (CJTF) chargées d'identifier et de combattre les militants islamistes infiltrés dans les villes et villages. Cette force civile d'appoint doit palier les faiblesses d'une armée fédérale dont les soldats envoyés au Nord sont incapables de reconnaître l'ennemi.

La reconquête des grandes villes du Nord à la mi-2013, comme Maiduguri, par les CJTF et l'armée se fait au prix de centaines d'exécutions sommaires, d'exactions et de détentions arbitraires.<sup>18</sup> « *Mais dans les campagnes, la conquête de la capitale de l'État [du Borno] se paye au prix d'une envolée des massacres* »<sup>19</sup> écrit Jean-philippe Rémy, envoyé spécial du quotidien français Le Monde à Maiduguri dans une exceptionnelle série de reportages.<sup>20</sup> Il y cite notamment l'évêque de Maiduguri, Olivier Doémé résumant la réaction de Boko Haram : « *quand ils ont été chassés des villes, ils ont commencé à agir dans les villages* ».

Le « sursaut » de l'armée nigérienne est présentée comme un succès. Le 9 août 2013, le responsable de la communication au sein de l'armée, le général de brigade Chris Olukolade annonce qu'au cours des 3 premiers mois de l'imposition de l'État d'urgence dans les États de Borno, Yobe et Adamawa,<sup>21</sup> l'armée avait pu capturer 1000 combattants de Boko Haram.<sup>22</sup> Il annonce que « *le groupe terroriste a été extirpé de ses anciens fiefs, notamment dans les États de Borno et de Yobe* ». Le 12 septembre, l'armée décide toutefois de prendre d'assaut un camp de Boko Haram dans la forêt de Kasiya, à 70km au Nord-est de Maiduguri...dans l'État du Borno. Elle annonce avoir tué environ 150 insurgés et détruit « *un camp fortifié des insurgés avec des armes lourdes* ».<sup>23</sup> Il est toutefois difficile de vérifier de telles assertions alors que l'armée a, depuis l'instauration de l'État d'urgence, coupé le réseau de téléphonie mobile pour empêcher les insurgés d'organiser des attaques coordonnées. Par ailleurs, l'annonce de ce succès militaire intervient après que des médias locaux eurent fait état d'une embuscade tendue par Boko Haram contre un groupe de soldats dans la même zone, qui aurait fait 40 morts parmi les militaires et une soixantaine de disparus.

La « victoire de Kasiya » n'a toutefois pas entamé les capacités opérationnelles de Boko Haram qui dès le 18 septembre 2013 prend position sur la route entre Damaturu et Maiduguri, non loin de la ville de Benisheik. Près de 200 combattants de Boko Haram, vêtus d'uniformes de l'armée nigérienne, équipés d'armes antiaériennes et transportés dans une vingtaine de camions installent

17. <http://www.courrierinternational.com/breve/2013/03/20/attentat-suicide-a-kano-41-morts>

18. Voir infra, *Les crimes de l'armée et des CJTF*

19. Jean-philippe Rémy, Enquête, Boko Haram : les monstres de Maiduguri, Le Monde, 23 juin 2014,

20. Jean-philippe Rémy, Enquête, Au Nigeria, l'impossible libération des captives de Boko Haram, Le Monde, 20 juin 2014 ; Boko Haram : les monstres de Maiduguri, Le Monde, 23 juin 2014 ; Boko Haram : ce feu qui se répand, Le Monde, 24 juin 2014.

21. L'État d'urgence a été instauré pour 6 mois dans les trois États.

22. Voir <http://fr.starafrika.com/actualites/larmee-nigerienne-annonce-larrestation-de-1-000-suspects-de-boko-haram.html>

23. <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20130918.AFP5780/nigeria-150-islamistes-de-boko-haram-tues-dans-un-raid-de-l-armee.html>

des barrages et tuent ceux qui s'y présentent. Ils attaquent aussi la ville.<sup>24</sup> 161 personnes sont massacrés dans cette attaque et dans une opération similaire sur la route entre Maiduguri et Bamboa le 19 septembre 2013 (16 morts).

Le 20 décembre 2013, alors que les informations des massacres de Benisheik se précisent, Boko Haram attaque et détruit le camp militaire Mohammed Kur de Bama non loin de la ville de Maiduguri. De sources officielles, 63 islamistes, 15 militaires et 5 civils, des femmes et enfants de militaires, sont tués ans l'attaque. D'autres sources font état de militaires et leurs familles qui sont fait prisonniers. L'armée nigériane se lance à la poursuite des assaillants qui se replient vers la frontière camerounaise par des troupes au sol ainsi que l'aviation. Dans les bombardements aériens, 4 villages auraient été totalement brûlés : Awaram, Ali-Ali, Suwabara et Kashmiri.<sup>25</sup>

## 2014 : le « califat » du sang

L'année 2014 est celle de l'expansion de Boko Haram dont le contrôle effectif sur de larges portions du territoires lui permet d'annoncer en août 2014 l'instauration du « califat » de Boko Haram. A l'instar de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) en Syrie, l'instauration d'un califat au Nord du Nigeria s'accompagne d'une campagne de terreur et d'exécutions massives des populations considérées comme opposantes. Chaque année est plus sanglante que la précédente, et le bilan humain de l'année 2014 est logiquement encore plus lourd que 2013.

Au début de l'année 2014, Boko Haram poursuit son emprise territoriale par sa campagne de terreur et les massacres. Et Boko Haram a adapté sa stratégie à la suite de la perte du contrôle de la ville de Maiduguri et la montée en puissance des milices des CJTF : il s'agit de contrôler les régions rurales et d'encercler les grandes agglomérations dans lesquels les services de sécurité et les populations sont ciblées par des attentats et des attaques suicides. Dans les zones rurales, Boko Haram terrorisent les populations et multiplient les massacres pour empêcher les milices des CJTF de s'implanter. « *Les Boko Haram massacrent les villages où se créent des cellules des CJTF pour leur tenir tête. Inversement, les militaires et les CJTF considèrent que si un village refuse de créer son groupe de miliciens, ils sont Boko Haram, et donc une cible légitime* », résume un bon connaisseur de la situation cité par Jean-Philippe Rémy.<sup>26</sup> Les forces de sécurité et les milices emploient donc les même techniques dans ce qui ressemble de plus en plus à une guerre civile dans laquelle le groupe islamiste gagne du terrain.

Dans la cadre de cette stratégie d'encercllement des grandes agglomérations, notamment de Maiduguri, le 14 février 2014, des combattants de Boko Haram se regroupent dans le village de Gombale en vu d'attaquer le village de Bama (35km de Maiduguri). « *Tous les hommes valides, quelque 400 en tout, ont fui Maiduguri après que nous avons été mis en garde par des habitants de Gombale, de l'autre côté du fleuve, contre un rassemblement de Boko Haram dans la ville pour une attaque imminente de Bama* » raconte Usman Adam, l'un de ces hommes à l'AFP.<sup>27</sup>

Des centaines de villageois de Bama s'enfuit et prennent la direction de Maiduguri. L'un d'entre eux, Ibrahim Kolo, témoigne que l'avertissement avait été pris au sérieux « *étant donné ce qui s'est passé mardi à Konduga* », un village de la région. Le 11 février 2014, des islamistes lourdement armés venus en véhicules tout-terrain ont lancé un raid sur le village Konduga (État de Borno), provoquant d'importantes destructions et tuant 39 personnes, selon le gouverneur du Borno, Kashim Shettima. 4 autres personnes ont aussi été tuées le même jour dans un autre village de l'État, Wajirko.

24. Voir [http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2013/09/19/nigeria-au-moins-87-morts-dans-une-attaque-de-boko-haram\\_3481419\\_3212.html](http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2013/09/19/nigeria-au-moins-87-morts-dans-une-attaque-de-boko-haram_3481419_3212.html) et <http://www.reuters.com/article/2013/09/20/us-nigeria-violence-toll-idUSBRE98J0SP20130920>

25. AFP, *Nigeria: une offensive contre Boko Haram tue des civils, détruit des villages*, décembre 2013.

26. Jean-philippe Rémy, *Enquête, Boko Haram : les monstres de Maiduguri*, Le Monde, 23 juin 2014.

27. <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20140215175043/>

Le 15 février 2014, vers 21h30, six camions d'hommes de Boko Haram, vêtus d'uniformes militaires, entrent dans le village à majorité chrétien d'Izghe Nguru, près de Bama. Ils rassemblent les villageois qui ne les ont pas immédiatement identifiés comme des combattants de Boko Haram avant qu'ils ne soient « tailladés et massacrés » selon un rescapé. Selon ce témoin, les islamistes sont passés de maison en maison pour rechercher ceux qui se cachaient.<sup>28</sup> Il n'y avait aucune force de sécurité dans le village quand les agresseurs sont arrivés. 106 personnes ont été exécutées ce soir là.

Le même jour, sept autres villages de l'État d'Adamawa sont également attaqués et environ 65 personnes tuées selon le Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) qui appelle à cette occasion « *le gouvernement à faire davantage pour assurer et protéger les civils, en particulier dans les zones sujettes à des attaques et où l'état d'urgence a été proclamé* ». <sup>29</sup> Au total, plus de 170 civils sont tués le 15 février lors de l'attaque de huit villages, sur les limites des états de Borno et d'Adamawa.

Les assassinats, destructions d'école, attaques de villages sont devenus quasi quotidiens en ce début d'année 2014 et auraient fait au moins 700 morts dans les deux premiers mois de 2014 selon Human Rights Watch.<sup>30</sup>

Le 14 avril 2014, 276 lycéennes chrétiennes sont enlevées dans la ville de Chibok par un commando de Boko Haram qui se fait encore passer pour des soldats nigériens (voir infra).

Le 5 mai 2014, un autre massacre est commis par les hommes de Boko Haram à Gamboru Ngala, une petite ville de 3 000 habitants, située près de la frontière camerounaise où 336 personnes dont des femmes et des enfants sont massacrés ainsi que 18 policiers. Plusieurs dizaines d'islamistes armés entrent dans la ville vers 13h30 appuyés par plusieurs véhicules blindés. Ils incendient plus de 200 bâtiments et massacrent la population. Plus tard, ils ouvrent le feu sur la foule dans un marché et abattent tous ceux qui tentent de s'enfuir. Le massacre dure une douzaine d'heures et élimine environ 10 % du village. Un habitant de Gamboru Ngala, Musa Abba, interrogé par l'AFP raconte comment « ils ont brûlé le marché, le bureau des douanes, le commissariat de police et presque tous les magasins de la ville et ils ont tué des gens mais je ne sais pas combien. [...] Ils ont pris le contrôle de la ville entière. [...] Ils ont fait du porte-à-porte et ils ont abattu les gens qui n'ont pas pu fuir à temps ». Selon des sources locales Boko Haram voulait punir les habitants de Gamboru Ngala, dont un nombre important de jeunes avaient rejoint les milices d'autodéfense.<sup>31</sup>

Le 8 mai, les rebelles islamistes dynamitent le pont reliant Gamboru Ngala à Moussene, sur la route menant à Fotokol. Selon les autorités nigérianes, l'explosion fait au moins 30 morts. Selon l'agence Belga, plusieurs gardes-frontières nigériens et camerounais figurent parmi les victimes.

Entre janvier et mai 2014, le conflit avec Boko Haram aurait fait près de 1800 morts.

Moins d'un mois plus tard, le 20 mai 2014 dans l'après midi, un double attentat à l'aide de camions piégés fait entre 120 et 150 morts. Le très lourd bilan de ce double attentat est dû à l'explosion de la seconde bombe, 20 minutes après la première, placée à moins de 50 mètres du premier camion piégé. Cette seconde explosion a été programmée pour tuer la maximum de personnes, en particulier, les membres des secours qui sont arrivés sur les lieux. Toujours à Jos, 4 jours plus tard, le 24 mai, un camion chargé d'explosif est lancé sur une foule qui regarde un match de football devant un écran géant. Le kamikaze se fait exploser avant d'atteindre sa cible et trop tôt pour tuer un grand nombre de personnes, mais tue cependant 4 personnes dont lui.

28. [http://www.liberation.fr/monde/2014/02/16/des-dizaines-de-personnes-massacrees-au-nigeria\\_980573](http://www.liberation.fr/monde/2014/02/16/des-dizaines-de-personnes-massacrees-au-nigeria_980573)

29. [http://www.rtb.be/info/monde/detail\\_nigeria-1-onu-condamne-les-massacres-des-islamistes-de-boko-haram?id=8203806](http://www.rtb.be/info/monde/detail_nigeria-1-onu-condamne-les-massacres-des-islamistes-de-boko-haram?id=8203806)

30. [http://www.lemonde.fr/afrique/lma/article/2014/03/18/au-nigeria-boko-haram-elimine-des-villages-entiers-suspectes-d-avoir-collabore-avec-le-pouvoir\\_4385171\\_3212.html#rRqwPHmMtlPWF1IE.99](http://www.lemonde.fr/afrique/lma/article/2014/03/18/au-nigeria-boko-haram-elimine-des-villages-entiers-suspectes-d-avoir-collabore-avec-le-pouvoir_4385171_3212.html#rRqwPHmMtlPWF1IE.99)

31. <http://www.courrierinternational.com/article/2014/05/09/nous-avons-deja-enterre-315-personnes>

Le 3 juin 2014 au soir, des hommes de Boko Haram vêtus d'uniformes militaires et transportés par des pick-up attaquent les villages de Goshe, Attagara, Agapalwa et Aganjara, situé dans l'État de Borno. Les quatre villages sont totalement détruits, les rebelles tuent, pillent et volent le bétail avant d'incendier les habitations. De nombreux villageois sont massacrés, seules les femmes et les enfants en bas âge de moins de 10 ans sont épargnés.

Des chefs locaux déclarent que 400 à 500 personnes ont été tuées lors des attaques. C'est à Attagara que le massacre aurait été le plus important sans que le bilan ne puisse précisément être établi. A Goshe, le village abritait 300 maisons et plusieurs mosquées. Le village a été entièrement détruit et selon Lawan Abba Kaka et John Gulla, deux chefs d'Attagara, 110 personnes auraient été tuées dont des miliciens qui se sont opposés aux assaillants. Deux jours après l'attaque, le sénateur de l'État de Borno sud, Mohammed Ndume, affirmait qu'une centaine de victimes avait déjà été enterrée dans neuf villages de la région dont 42 à Attagara, 20 à Aganjara et 20 à Agapalwa. Il ajoute que « selon les témoignages de ceux qui ont fui, il y a d'autres cadavres dans la brousse environnante et dans la montagne ».

Selon Peter Biye, député de la zone interrogé par RFI, « C'est une tuerie considérable, mais personne ne peut donner de bilan parce que personne ne peut atteindre cet endroit où les insurgés se trouvent toujours, ils ont pris le contrôle de toute cette zone ».

L'attaque de Boko Haram contre ces quatre villages serait une mesure de représailles à l'encontre de populations hostiles au groupe armé islamiste. Le village de Goshe, majoritairement musulman, dispose d'une milice d'auto-défense pour s'opposer aux rebelles. Les villages d'Attagara, Agapalwa, et Aganjara, sont quant à eux majoritairement chrétiens et Attagara a déjà été la cible de plusieurs raids notamment les 25 mai et 1er juin au cours desquels les habitants se défendent et tuent des assaillants.

Selon le député Peter Biye, « *Boko Haram a hissé son drapeau dans au moins sept villages de cette zone, dont ils disent avoir pris le contrôle* ».

Le mouvement islamistes mène de front sa stratégie de la terreur par les attentats notamment les attaques suicides, et ses offensives pour gagner du terrain.

Et en août 2014, Boko Haram passe à l'offensive et commence à conquérir plusieurs villes. Le 6 août, Gwoza est prise. Le 21, les islamistes repoussent l'armée nigérienne et reprennent Buni Yadi, puis les 24 et 25 août 4 nouvelles agglomérations sont conquises : Kerawa et Ashigashiya, Gamboru Ngala. Le 2 septembre, c'est au tour de Bama et Banki, et le 8 septembre de Michika.

Gwoza est tombée après trois jours de combats. Selon des témoignages, la nouvelle capitale du califat auto-proclamé de Boko Haram est une « *une prison à ciel ouvert* », où dès la prise de la ville les combattants islamistes ont exécutés plus de 70 personnes, « *hommes égorgés, ou tirés comme des lapins* ». <sup>32</sup> La population s'est enfuie vers la chaîne des monts Mandara, à la frontière avec le Cameroun tout proche. « *En ville, il n'y a plus que les complices de Boko Haram ou les vieux. Personne ne va aux champs. Les femmes et les enfants sont réfugiés dans la montagne. "Ils" patrouillent pour trouver la population cachée dans les grottes. Ils veulent les filles pour leur servir de femmes et les garçons pour les obliger à se battre pour eux* », raconte d'une traite Mohammed Bello Guduf au journaliste du Monde. Il sort de sa poche une gousse de tamarin : « *Voilà, on ne mange que cela, et des herbes. Il y a des familles coincées dans les montagnes depuis presque trois mois, sans médicaments, sans nourriture.* » Fin août 2014, Aboubakar Sheku annonce que Gwoza est la capitale de son « califat ».

---

32. Jean-philippe Rémy, Reportage, Aux frontières du « Califat » de Boko Haram, Le Monde, 30 octobre 2014,

Mi-septembre, la capitale de l'Etat de Borno est quasiment encerclée par Boko Haram.<sup>33</sup> Le 13 septembre cependant, l'armée nigériane affirme avoir repoussé à Konduga une offensive des islamistes sur Maiduguri, et tué une centaine d'insurgés.

Offensives islamistes et contre-offensives de l'armée se succèdent sur les villes de Gombi, Hong et Chibok qui changent plusieurs fois de mains en faisant de nombreuses victimes. Le 1er décembre, Boko Haram attaque Damaturu mais sont repoussés après des combats qui ont fait au moins 150 morts, en majorité des civils.



Combattants de Boko Haram dans la zone de Belle Naija.

Le 28 novembre 2014, devant la grande mosquée de Kano, au début des prières, à une heure de forte affluence, deux kamikazes équipés d'engins explosifs artisanaux se font exploser, puis une quinzaine d'hommes armés ouvrent le feu sur la foule. La police et la foule prennent en chasse les assaillant et tuent quatre des tireurs. Le jour même de l'attentat, un bilan donné par les secours fait état de 120 morts et 270 blessés.

L'attentat n'est pas immédiatement revendiqué, mais Boko Haram est fortement soupçonné car la Grande mosquée de Kano est celle où l'émir Sanusi Lamido Sanusi, dit Mohamed Sanusi, a l'habitude de diriger la prière. Or ce grand dignitaire religieux, le deuxième responsable musulman le plus important du Nigeria, après l'émir de Sokoto, avait dénoncé les exactions de Boko Haram et l'inefficacité des forces militaires nigérianes une dizaine de jours avant l'attaque. Il avait aussi appelé à la création de milices locales d'autodéfense pour combattre la secte religieuse radicale. En voyage au moment de l'attaque, il n'a pas été blessé.

Kano est décidément une des cibles privilégiées de Boko Haram. Le 10 décembre 2014, le marché Kantin Kwari à Kano est visé par une triple attaque suicide menées par des jeunes filles dont 2 d'entre elles se font exploser tuant au moins quatre personnes et en blessant sept autres. L'homme suspecté d'avoir accompagné les kamikazes et peut-être d'avoir déclenché les charges est par la suite arrêté. (Voir infra *Les femmes et les filles : cibles de Boko Haram*).

Au cours de l'année 2014, le conflit est entré dans une phase de haute intensité avec plus de 4000 morts, des centaines voir des milliers de blessés. L'emprise de Boko Haram s'est non seulement étendue mais également affermie, suffisamment pour être en mesure de conserver des acquis territoriaux et déclarer la création d'un califat.

## 2015 : Plus d'un millier de morts dans l'attaque de Baga et sa région

L'offensive menée par Boko Haram dans les premiers jours de janvier 2015 contre la ville de Baga et 16 localités le long des rives du lac Tchad serait l'offensive la plus meurtrière en 5 années d'insurrection du groupe islamiste qui pendant près de 4 jours a tué plusieurs centaines de personnes, voir plus d'un millier.

33. Au 12 septembre, les villes de Damboa, Bama, Pulka, Ashigashia, Liman Kara, Kirawa, Gamboru Ngala, Marte, Kirenowa, Buni Yadi et Gulani, sont aux mains de Boko Haram.

Le 3 janvier 2015, Boko Haram lance une grande offensive sur la ville de Baga et plusieurs localités voisines. La principale cible est l'importante base militaire de Baga qui est le quartier-général de la Force multinationale (Multi National Joint Task Force - MNJTF).<sup>34</sup> En l'absence des soldats Nigériens et Tchadiens voisins, les soldats nigériens, les combattants islamistes *« ont submergés les troupes et les ont forcées à abandonner la basé »* a témoigné à l'AFP, Usman Dansubbu, un habitant de Baga qui a fui vers Gubuwa au Tchad. Ils ont alors massacré tous les habitants qui n'avaient réussi à fuir et ont incendié et détruit près de 90 % de la ville de Baga et de Doron-Baga.

Les combattants de Boko Haram ont mené des raids contre les villages de pêcheurs de Kuayen Kuros, Mile 3, Mile 4, Bundaram et Doron-Baga. Le 7 janvier 2015, ils ont attaqué et incendié, 16 autres localités de la zone.

Selon les témoignages disponibles, entre le 3 et le 7 janvier 2015, les islamistes se sont livrés à un véritable massacre à grande échelle dont le bilan, difficile à établir précisément, pourrait s'élever à plus d'un millier de victimes.

Aminu Abubakar, journaliste à l'AFP a pu recueillir le témoignage d'un rescapé, Yanaye Grema, un pêcheur de 38 ans, enrôlé dans la milice d'auto-défense de Baga défaite par l'avancée de l'offensive islamiste et qui raconte que caché pendant 4 jours il entendait le massacre se dérouler autour de lui : *«Tout ce que j'entendais c'était des tirs d'armes à feu, des explosions, des hurlements, et les «Allah Akbar» des combattants de Boko Haram»,* raconte-t-il à l'AFP par téléphone depuis Maiduguri.<sup>35</sup> Trois jours après l'attaque, le 6 janvier, *«ils ont commencé à piller le marché et toutes les maisons de la ville. Vers 18h, ils ont mis le feu au marché et ont commencé à incendier des maisons. J'ai décidé qu'il était temps de partir avant qu'ils ne se dirigent dans ma direction. Vers 19h30, je me suis hasardé hors de ma cachette et j'ai commencé à partir dans la direction opposée au bruit des islamistes. Il faisait sombre, donc personne ne pouvait me voir.»*

En quittant sa cachette et en fuyant les patrouilles de combattants, il réalise l'ampleur du massacre : *«Sur cinq kilomètres, je n'ai pas arrêté de marcher sur des cadavres, jusqu'à ce que j'arrive au village de Malam Karanti, qui était également désert et brûlé».*

Dans sa fuite, il rattrape un groupe de quatre femmes, qui tentent également de fuir et qui lui confient *« qu'elles avaient fait partie de centaines de femmes arrêtées par Boko Haram et retenues dans la maison d'un chef de district, que Boko Haram avait converti en centre de détention pour femmes ».* Trois de ces femmes avaient été séparées de leurs enfants, selon lui.

Selon les premiers éléments, l'attaque aurait forcé plus de 3 000 personnes à fuir vers le Tchad, tandis que 20 000 autres auraient trouvées refuges à Maiduguri selon des officiels. Peu après l'offensive de Boko Haram, l'armée nigérienne a demandé l'aide de la communauté internationale. L'attaque de Baga aurait été motivé par des représailles contre les milices d'auto-défense de la région.

La ville de Baga avait déjà été la cible d'une attaque de Boko Haram en avril 2013 donnant lieu de violents combats, au cours desquels 187 personnes avaient été tuées et plus de 2 000 maisons brûlées par les islamistes. En novembre 2014, 48 vendeurs de poissons avaient été égorgés dans le village de Doron-Baga.

34. Créée en 1998 par le Nigeria, le Tchad et le Niger initialement pour lutter contre la criminalité transfrontalière entre les trois pays, la MNJTF a été élargie en 2012 pour inclure le Cameroun et le Bénin, et couvrir les opérations de lutte anti-terroriste contre Boko Haram dans la région.

35. [http://www.libération.fr/monde/2015/01/10/nigeria-sur-cinq-kilometres-je-n-ai-pas-arrete-de-marcher-sur-des-cadavres\\_1177839](http://www.libération.fr/monde/2015/01/10/nigeria-sur-cinq-kilometres-je-n-ai-pas-arrete-de-marcher-sur-des-cadavres_1177839)

## Les femmes et les jeunes filles : cibles, victimes et instruments de Boko Haram

L'enlèvement, le 14 avril 2014, de 276 lycéennes, pour la plupart chrétiennes, dans la ville de Chibok (État de Borno) a attiré particulièrement l'attention internationale sur le drame des femmes et des filles ciblées par Boko Haram et le sort que le mouvement islamiste leur réserve : mariage forcé et esclavage, viols, voire la mort. Pourtant, cet événement tragique et spectaculaire, n'est pas le premier enlèvement de femmes accomplis par le mouvement islamiste.

Le 14 avril 2014 au soir, 276 lycéennes sont tirées de leur sommeil dans leur dortoir de l'école secondaire de Chibok par des hommes en armes vêtus d'uniformes de l'armée nigériane. Croyant à une évacuation d'urgence pour des raisons de sécurité dans une région où Boko Haram a déjà détruit 41 écoles, elles les suivent dans les camions et les pick-up. 57 filles arrivent à s'évader au cours des 48 heures que durent le voyage vers les camps islamistes notamment vers la forêt de Sambisa. 4 autres jeunes filles arrivent à s'enfuir un mois et demi plus tard. Le destin des 215 jeunes filles, dont le sort demeure aujourd'hui incertain, a ému la planète entière qui s'est mobilisée via les réseaux sociaux et autour du slogan #bringbackourgirls. Malgré les équipes spécialisées envoyées par les pays occidentaux (USA, Grande Bretagne, France) pour aider à les retrouver, c'est dans une sordide vidéo d'Abubakar Shekau que le monde a pris conscience du sort des jeunes filles : converties et mariées de force, esclaves des islamistes ou vendues à l'étranger.

Deux jours avant l'enlèvement de Chibok, le 12 avril 2014, Boko Haram enlève plusieurs filles d'un collège dans Dikwa (État de Borno). De même, les 19 avril, 5 mai, 10 Juin 2014, les combattants de Boko Haram kidnappent plus de 40 filles dans des villages autour de Chibok, et le 20 octobre 2014, ils enlèvent 45 filles de plus à Wagga, une ville de l'Etat d'Adamawa et annonce avoir « marié » les plus jeunes après que le gouvernement nigérian ait annoncé un accord avec Boko Haram sur la libération des écolières de Chibok, qui n'a jamais eu lieu. Dans le seul État de Borno, Boko Haram aurait enlevé entre 500 et 2000 femmes depuis 2013, même si la plupart des enlèvements ne sont pas signalés laissant craindre un bilan plus élevé encore.<sup>36</sup> Les écoles et en particulier les élèves, les étudiantes et les enseignantes sont des cibles privilégiées du groupe fondamentaliste.

Les militants de Boko Haram avaient commencé à enlever des jeunes filles dès début 2013 pour l'utiliser comme monnaie d'échange contre des prisonniers, comme leurres pour attirer les troupes dans des embuscades, et leur servir de porteurs, de cuisinières et d'esclaves sexuelles au cours de brefs mariages.<sup>37</sup>

Cette évolution opérationnelle significative et récente du groupe d'instrumentaliser les femmes, est en fait une réponse à des pratiques similaires du gouvernement nigérian. Le premier signe de l'émergence de cette tactique apparaît en janvier 2012 lorsque Abubakar Shekau, le leader de Boko Haram, a publié un message vidéo menaçant de kidnapper les épouses des fonctionnaires du gouvernement en réponse à l'emprisonnement par le gouvernement des épouses des membres de Boko Haram.<sup>38</sup>

Plus de 100 femmes et enfants de militants de Boko Haram avaient été arrêtés en 2012, parmi lesquels les propres épouses de Aboubakar Shekau, l'épouse et les enfants du commandant de Kano, Suleiman Mohammed ; la femme enceinte du commandant de Sokoto, Kabiru Sokoto, qui a donné naissance en prison; et la femme du kamikaze qui a attaqué le journal *This Day* à Abuja en avril 2012. Ces arrestations n'étaient pas inhabituels en elles-mêmes. Le ciblage de la famille et des amis des suspects est une pratique policière courante au Nigéria, selon les experts

36. Jacob Zenn, *Boko Haram: Recruitment, Financing, and Arms Trafficking in the Lake Chad Region*, Combating Terrorism Center, CTC Sentinel | Volume 7, Issue 10 (October 2014).

37. Joe Brock, *Insight: Boko Haram, Taking to Hills, Seize Slave 'Brides'*, Reuters, 17 novembre 2013.

38. Associated Press, 27 janvier 2012

des question de sécurité au Nigéria. La spécificité de ces arrestations était la stratégie délibérée d'utiliser de telles pratiques pour viser les dirigeants de Boko Haram au travers de leurs familles et en particulier leurs épouse, ce qui a eut à son tour un impact significatif sur la stratégie de Boko Haram de cibler les femmes.<sup>39</sup>

Une des premières « fonctions » des enlèvements de femmes et de jeunes filles est donc l'instrumentalisation des femmes comme « objet » de revanche. Dans cette optique, les membres de Boko Haram ont voulu soumettre les femmes capturées aux mêmes traitements que ceux réservés à leurs épouses arrêtées et détenues par les autorités nigérianes et qui auraient subies des viols et des mauvais traitements au cour de leur détention.

Les témoignages<sup>40</sup> des jeunes filles enlevées qui ont pu s'échapper ou être – cas rares – libérées, décrivent les abus physiques et psychologiques, le travail forcé, la participation contrainte aux opérations militaires, les mariages forcés sous la menace, les viols et autres crimes sexuels dont sont victimes au quotidien ces femmes captives.

Une partie de cette violence apparaît tactique, et à l'instar de nombreux groupes armés qui enlèvent femmes, hommes et enfants, les jeunes femmes enlevées par Boko Haram sont de véritables esclaves qui doivent s'occuper de toutes les tâches ménagères, doivent transporter les munitions pendant les missions et participer aux combats. Elles sont aussi forcées à tuer des personnes capturées ou achever les blessés.

Dans un cas largement rapporté de novembre 2013, une adolescente chrétienne a raconté comment elle a été enlevée par Boko Haram dans la région rurale de Gwoza, dans l'État de Borno, et forcé à cuisiner et faire le ménage pour les combattants. Cette fille de 19 ans, Hajja, a été détenu pendant trois mois, période durant laquelle elle a également été forcée de se convertir à l'islam, mariée de force à l'un des membres de Boko Haram, et a été obligée d'effectuer des tâches opérationnelles pour les quatorze combattants qui l'a retenait. Ainsi, Hajja a été utilisée pour attirer des soldats gouvernementaux dans des embuscades et a été obligé de regarder les soldats capturés être égorgés par les combattants de Boko Haram.

En fait, le cycle d'enlèvement, la détention et l'instrumentalisation des femmes dans la violence a considérablement évolué depuis mai 2013 et l'instauration de l'état d'urgence dans les États du Borno, de Yobe et de Adamawa. Depuis cette date, la systématisation par les forces de sécurité et leurs miliciens supplétifs de méthodes d'arrestations massives, de ciblage des hommes et de mauvais traitements pour combattre l'infiltration de Boko Haram ont mis une pression importante sur les militants hommes de Boko Haram. Dès juin 2013, une série d'arrestations inhabituelles à Maiduguri, démontre le changement de tactique opéré par Boko Haram pour y faire face. Des armes est des engins explosifs improvisés (IED) ont été trouvés dans les vêtements de femmes voilées, des femmes semblent participer aux opérations d'infiltration, de dissimulation et de trafics d'armes.

Ce n'est seulement qu'après l'enlèvement de Chibok que Boko Haram commence à utiliser les femmes dans les opérations suicides, notamment les épouses de militants tués ou arrêtés ainsi que celles à qui l'on offre de l'argent ou les manipulent. Pendant le mois de Ramadan en juin 2014, 6 femmes kamikazes, toutes de moins de 16 ans ont mené des attaques suicides contre les universités et des stations essences à Kano et Lagos et une caserne militaire à Gombe. En juillet 2014, une fille de 10 ans est retrouvée avec un gilet d'explosif dans l'État de Katsina. Le 10 janvier 2015, une autre fille de 10 ans explose dans le marché de Maiduguri et tue 19 personnes. Les témoignages recueillis lors de ces attentats laissent penser que les explosifs, placés sous les hijabs ou les vêtements des filles, sont le plus souvent déclenchés à distance, peut-être à leur insu.

39. Voir Jacob Zenn and Elizabeth Pearson, "Women, Gender and the Evolving Tactics of Boko Haram," St. Andrews Journal of Terrorism Research, January 2014.

40. Voir notamment Jean-philippe Rémy, Enquête, Au Nigeria, l'impossible libération des captives de Boko Haram, Le Monde, 20 juin 2014 et Those Terrible Weeks in their Camp, Human Rights Watch, 27 octobre 2014.

En raison du fait que les « attentats-suicides » féminins ont commencé après l'enlèvement spectaculaire de Chibok beaucoup ont spéculé sur le fait que les « femmes-kamikazes » étaient des filles enlevées à Chibok. Cependant, il semble plus probable que ces « femmes-kamikazes » appartiennent plutôt à « l'aile féminine » de Boko Haram dirigée jusqu'à son arrestation par Hafsat Bako. Cette dernière est la veuve d'un commandant de Boko Haram tué. Elle dirigeait probablement aussi une cellule de recrutement et de conditionnement de femmes à la pratique d'attentats suicide, active dans la forêt de Sambisa, là où une grande partie des femmes enlevées à Chibok ont d'abord été détenues.

Son arrestation en juin 2014 a coïncidé avec une pause des attentats-suicides féminins. Son rôle au sein de l'aile féminine de Boko Haram et sa localisation à la base de la forêt de Sambisa suggère qu'il existerait un lien opérationnel entre l'enlèvement de Chibok et le déploiement des femmes kamikazes, même si les lycéennes ne sont probablement pas les kamikazes.

Lors de l'attentat du 10 décembre 2014 au marché Kantin Kwari de Kano, deux femmes-kamikazes se font exploser et tuent au moins quatre personnes. En revanche, la troisième adolescente blessée et effrayée par les premières explosions prend la fuite et gagne un hôpital où une ceinture d'explosifs est découverte sur elle. Elle déclare à la police que ses parents, proches de Boko Haram, l'ont forcé à tenter de commettre un attentat-suicide.

Au cours d'une conférence de presse organisée par la police, cette jeune fille, Zahra'u Babangida, a affirmé que ses parents, sympathisants du groupe islamiste l'ont poussé à rencontrer des chefs locaux de Boko Haram. « Ils m'ont demandé si je pouvais faire [un attentat suicide], et j'ai dit non », a raconté la jeune fille. « *Ils m'ont dit 'tu iras au paradis si tu le fais', et j'ai dit 'non je ne peux pas le faire'. Ils m'ont dit qu'il me tireraient dessus ou me jetteraient dans un cachot* ». Menacée de mort, Zahra'u a raconté avoir finalement accepté de participer à l'attaque, mais a assuré ne « *jamais avoir eu l'intention de vraiment le faire* ». Après plusieurs jours, elle et trois autres filles, les vêtements bourrés d'explosifs, ont été conduites un marché de Kano, par des hommes non identifiés.<sup>41</sup>

Si l'enlèvement de femmes par Boko Haram est en partie tactique, les violences spécifiques contre les femmes chrétiennes apparaissent, elles, principalement punitives et participant d'une politique de persécution sexiste et religieuse. A Maiduguri en août 2013, un étudiant a raconté une attaque de Boko Haram contre sa cité universitaire : les hommes ont été assassinés ; les femmes ont été séparées entre musulmanes et non-musulmanes, les femmes chrétiennes ayant été systématiquement violées. Ce ciblage des femmes chrétiennes dans les attaques de Boko Haram peut être aussi une extension des pratiques discriminatoires institutionnalisées depuis de longues années contre toutes les femmes dans le Nord du Nigeria. Plus largement, les pratiques discriminatoires contre les femmes qu'elles soient chrétiennes ou musulmanes, dans les sphères professionnelles et domestiques sont monnaies courantes dans le Nord du Nigeria. Des femmes ont été la cible d'attaque à l'acide lorsqu'elles étaient accusées de pratiques ou de comportements « non islamiques », tels que ne pas porter le hijab, ou avoir un emploi. Les femmes sont également souvent accusées de « déshonorer l'Islam ». En 2006, des émeutes ont éclaté et plus de 50 chrétiens ont été tués, en majorité des femmes et des enfants, après qu'une enseignante chrétienne ait confisqué le Coran d'un étudiant à Bauchi. Les tensions inter-religieuses et la culture endémique de discriminations contre les chrétiens au Nord ou contre les musulmans au Sud et à l'encontre des femmes en général, a probablement contribué à l'escalade de la violence de ces dernières années.

Une étude du Nigeria's Political Violence Research Network (NPVRN) suggère que plus de 45% des personnes tuées par Boko Haram sont des femmes et des enfants chrétiens.<sup>42</sup> D'autres estiment que la proportion de victimes chrétiennes et musulmanes de Boko Haram est proportionnelle à la

41. [http://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/boko-haram/une-nigeriane-de-14-ans-accuse-ses-parents-de-l-avoir-poussee-a-commettre-un-attentat\\_781175.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/boko-haram/une-nigeriane-de-14-ans-accuse-ses-parents-de-l-avoir-poussee-a-commettre-un-attentat_781175.html)

42. Barkindo, Atta, Gudaku, Benjamin Tyavkase, Wesley, Caroline Katgurum (2013), *Boko Haram and Gender Based Violence Against Christian Women and Children in North-Eastern Nigeria Since 1999*, NPVRN Working Paper No. 1, Amsterdam: Open Doors International.

présence des deux communautés dans les États du Nord et du Nord-est (un tiers de chrétiens pour deux-tiers de musulmans).<sup>43</sup> Il est certain que le conflit possède bien une dimension religieuse, mais sans se limiter à une distinction entre chrétiens et musulmans. Le groupe islamiste cible les chrétiens, mais tue également les musulmans accusés de ne pas appliquer correctement la charia, d'être « apostat » ou des traîtres à la solde des autorités nigérianes.

Cette violence contre les femmes est également idéologique.

La plupart des femmes enlevées que ce soit à Chibok ou dans les autres villes du Nord du Nigeria est probablement destinée à être convertie et mariée de force afin de servir « d'esclaves » aux combattants de Boko Haram selon les propres mots d'Abubakar Shekau.

Boko Haram semble vouloir légitimer l'esclavage des femmes en invoquant une interprétation particulière du Coran ainsi que par le soutien reçu par l'État islamique en Irak et au Levant (EI) et des Shebabs somaliens à la suite de l'enlèvement des lycéennes de Chibok. Dans son édition d'octobre 2014, le journal de l'EI, Dabiq, a ainsi cité les « moudjahidins » nigériens en exemple pour les enlèvements effectués par l'EI de plusieurs centaines de femmes non-musulmane Yezidi dans le nord de l'Irak, et qui ont été réduites en « esclaves sexuelles » pour leurs combattants.

Dans cette perspective, il n'est pas sûr non plus que Boko Haram enlève les femmes en 2014/2015 pour les mêmes raisons que le groupe islamiste les enlevait en 2013. S'il semble que les enlèvements de femmes par le groupe armé en 2013 était une réponse aux arrestations des épouses des leaders de Boko Haram ; en 2014, cette pratique tendrait aussi à « affirmer la puissance » du groupe sur les « femmes de leurs ennemis ». A cet égard, l'utilisation des femmes enlevées afin de « contribuer à la prochaine génération du Califat » est symptomatique à la fois de la tentative de justification des viols et de la volonté de domination de l'ennemi par leurs « épouses » selon la vision et la terminologie du groupe.

Le 24 novembre 2014, Boko Haram a enlevé une cinquantaine de femmes et d'adolescentes à Damasak, à quelques kilomètres de la frontière du Niger. Nicolas Champeaux, journaliste à RFI, a recueilli<sup>44</sup> le témoignage de Adiza Abdou, 13 ans, kidnappée avec sa mère et ses trois grandes sœurs Fatima, Bintou et Oumi, à Damasak par les insurgés. Ces derniers ont raflé, maison par maison, cinquante autres personnes. Adiza, la plus jeune du groupe raconte : « *Ils nous ont dit : si vous parlez, on vous coupe la tête, après ils nous ont dit : une femme peut se marier deux fois, ce n'est pas haram (ndlr : interdit), car vos maris ne sont pas de vrais musulmans. Ils nous ont expliqué ensuite que tuer des gens n'est pas haram non plus, car cela fait partie de la mission que leur a confiée le prophète.* ». Les captives étaient détenues dans la maison du chef de village, que Boko Haram a investi. Trois jours plus tard, Adiza et quinze autres filles sont mises à l'écart pour être mariée à des combattants insurgés. Le journaliste de RFI a pu rencontrer Rukaya, une autre victime du rapt de 20 ans qui a passé dix-sept jours entre les mains de Boko Haram et lui a raconté cette « *même obsession pour le mariage* » note Nicolas Champeaux : « *ils nous ont dit qu'ils trouveraient aussi des maris pour les femmes dont les époux ont été tués.* ».

En fuyant les massacres à Baga, début janvier 2014, Yanaye Grema, rencontre des femmes qui fuient aussi et qui lui confient « *qu'elles avaient fait partie de centaines de femmes arrêtées par Boko Haram et retenues dans la maison d'un chef de district, que Boko Haram avait converti en centre de détention pour femmes* ». <sup>45</sup> Tout comme à Damasak, les femmes sont une cible de l'action militaire de Boko Haram, elles sont recherchées, détenues, et mariées.

43. Voir [http://www.lemonde.fr/afrique/Ima/article/2014/03/18/au-nigeria-boko-haram-elimine-des-villages-entiers-suspectes-d-avoir-collabore-avec-le-pouvoir\\_4385171\\_3212.html#rRqwPHmMlPWF1IE.99](http://www.lemonde.fr/afrique/Ima/article/2014/03/18/au-nigeria-boko-haram-elimine-des-villages-entiers-suspectes-d-avoir-collabore-avec-le-pouvoir_4385171_3212.html#rRqwPHmMlPWF1IE.99)

44. Nicolas Champeaux, [Reportage] Niger: rescapées de Boko Haram, elles témoignent, RFI, 20 janvier 2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150120-niger-captives-boko-haram-refugiees-camp-accueil-nigeria/>

45. [http://www.liberation.fr/monde/2015/01/10/nigeria-sur-cinq-kilometres-je-n-ai-pas-arrete-de-marcher-sur-des-cadavres\\_1177839](http://www.liberation.fr/monde/2015/01/10/nigeria-sur-cinq-kilometres-je-n-ai-pas-arrete-de-marcher-sur-des-cadavres_1177839)

Pourtant, plus rarement, certaines sont libérées. Ainsi, Rukaya a fait partie d'un groupe de femmes mariées que Boko Haram a décidé de relâcher. De même, le 23 janvier 2015, 192 otages, essentiellement des femmes, ont été libérés par Boko Haram. Ils faisaient partie d'un groupe de 218 femmes et enfants enlevés dans le village Katarko, à 20 km de la capitale régionale de Damaturu (État de Yobe), lors d'un raid du groupe, le 6 janvier 2015.<sup>46</sup>

Malgré cette libération spectaculaire, la politique de rapt mise en place par l'organisation islamiste, même dans le cadre des opérations militaires pour arrêter, détenir et utiliser les femmes a pris une nouvelle dimension et une ampleur inquiétante.

## Recrutement forcé des jeunes garçons

Depuis l'enlèvement de Chibok en avril 2014, Boko Haram a aussi multiplié l'enlèvement de jeunes garçons dans le nord du Nigeria comme dans la semaine du 16 juin 2014, lors de l'attaque de plusieurs villages isolés dont celui de Kummabza (localité de Damboa - État de Borno), où une soixantaine de femmes et jeunes filles et 31 jeunes garçons ont été enlevés ou encore dans le village de Gaidamgari en juillet 2014 où 60 personnes ont été tuées par Boko Haram après le refus des villageois de leur livrer les jeunes garçons de 15 à 20 ans.<sup>47</sup>

Les jeunes garçons sont le plus souvent « rééduqués », notamment dans des écoles coraniques, y compris certaines basées au Cameroun<sup>48</sup>

Dans ses opérations militaires, Boko Haram utilise les jeunes garçons inexpérimentés pour obtenir des renseignements et contribuer à la « première vague » lors des assauts contre les villages, les casernes militaires ou les bâtiments des services de sécurité ce qui permet de tester, affaiblir et démoraliser l'ennemi. Ceux qui survivent et qui acquièrent de l'expérience sont utilisés lors de la « seconde vague » qui vise à submerger les forces de sécurité. *« Ils procèdent toujours de la même façon : ils envoient d'abord des enfants endoctrinés, puis viennent de jeunes combattants souvent shootés au tramadol, un antalgique puissant qui, trafiqué et à forte dose, donne une impression de surpuissance »*, explique Gubai Gatama, rédacteur d'une lettre d'information sur le nord du Cameroun rencontré par Maria Malagardis, grand reporter au quotidien français Libération.<sup>49</sup> Cette utilisation des drogues est confirmée par les deux rescapées de Damasak,<sup>50</sup> qui ont vu plusieurs insurgés manifestement sous influence de drogues ou d'alcool : *« Ça se voit à leur comportement qu'ils prennent des choses, ce sont des drogués, ils doivent boire de l'alcool aussi, ils avaient les yeux rouges, ils avaient un comportement très étrange, le matin et le soir surtout. On les voyait hurler, et tirer en l'air »* témoigne l'une d'entre elles. Les enfants-soldats sont utilisés aussi pour obtenir des renseignements militaires avant ou pendant les attaques : nombre d'éléments militaires, importance des cibles, etc. Selon les témoignages rapportés, leurs commandants les menacent régulièrement d'être exécutés s'ils refusent une mission.

Il est probable que le recrutement forcé des jeunes garçons soit devenu nécessaire à Boko Haram pour s'alimenter en combattants, notamment en raison du fait qu'avec les attaques répétées et la destruction des villages, le groupe islamiste a obligé les jeunes à fuir vers les camps de déplacés ou à rejoindre les milices armées pro-gouvernementales des CJTF.

46. [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/01/25/boko-haram-libere-pres-de-200-otages-dans-le-nord-est-du-nigeria\\_4562979\\_3212.html#s28Jejs6SH7duOm.99](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/01/25/boko-haram-libere-pres-de-200-otages-dans-le-nord-est-du-nigeria_4562979_3212.html#s28Jejs6SH7duOm.99)

47. Voir FIDH, Nigéria : Les femmes toujours la cible de Boko Haram, 2 juillet 2014, <https://www.fidh.org/La-Federation-internationale-des-ligues-des-droits-de-l-homme/afrique/nigeria/15687-nigeria-les-femmes-toujours-la-cible-de-boko-haram> ; et Omeiza Ajayi, Inusa Ndahi, Joel Ajayi, Boko Haram Begins Forced Recruitment, National Mirror On Line, 22 juillet 2014.

48. Bayo Akinloye, Boko Haram Kills Three, Abducts 12 in Cameroun, This Day, 19 août 2014.

49. Maria Malagardis, Boko Haram : la guerre cachée du Cameroun, Libération, 26 décembre 2014.

50. Nicolas Champeaux, [Reportage] Niger: rescapées de Boko Haram, elles témoignent, RFI, 20 janvier 2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150120-niger-captives-boko-haram-refugiees-camp-accueil-nigeria/>

Jusqu'en 2014, la secte islamiste semblait également concentrer son recrutement non-forcé des hommes et des jeunes hommes sur le Cameroun qui jusqu'à cette date a été épargné par les attaques à grande échelle. Le nord du Cameroun constitue au moins jusqu'à cette date un « sanctuaire »<sup>51</sup> pour le groupe qui partage avec les populations Kanouris, langue, religion, histoire et culture et qui ont de surcroît longtemps considéré Boko Haram comme un groupes religieux parmi d'autres. Selon la police camerounaise, plus de 500 nouvelles recrues dans les villages le long la frontière avec le Nigeria, dont certains ont été enrôlés, drogués ou manipulés dans des camps de formation de Boko Haram et certains étant ensuite renvoyés ensuite dans leurs villages pour infiltrer les villages du Nord Cameroun.<sup>52</sup> A partir de 2014, le Cameroun semble devenir une cible des islamistes nigériens y compris pour le recrutement forcé de jeunes.

Selon Jacob Zenn, des drapeaux avec des inscriptions en arabe disant « *C'est un crime et une trahison de ne pas rejoindre le Jihad* » sont érigés à la frontière camerounaise, à la fois signal et justification possible de Boko Haram pour la conscription forcée et l'assassinat des jeunes qui refuseraient de rejoindre leurs rangs.<sup>53</sup>

---

51. C'est à dire une base arrière permettant notamment d'attaquer le Nigeria, de lever des fonds auprès de notables ou par l'enlèvement d'étrangers et d'organiser le trafic d'armes à partir des villes frontalières camerounaises.

52. <http://www.news24.com/Africa/News/Boko-Haram-gathers-new-recruits-in-Cameroon-20140808>

53. Jacob Zenn, Boko Haram: Recruitment, Financing, and Arms Trafficking in the Lake Chad Region, op. cit.

# III - Boko Haram dans la galaxie salafiste

L'armée nigériane et les milices d'auto défense se rendent également coupable de graves violations des droits humains, et de crimes graves de droit international, dont les civils sont également victimes.

Les liens du groupe islamiste dépassent les frontières du Nigeria. En juin 2013, le mouvement affirmait dans un communiqué que certains de ses membres avaient reçu une formation militaire en Somalie, en partie contrôlée par les Shebab, combattants islamistes liés à Al-Qaïda.

On sait aussi que plusieurs dizaines, voir plusieurs centaines de membres de Boko Haram se sont formés et ont combattus dans le Nord du Mali aux côtés d'AQMI et du MUJAO, notamment à Gao et à Tombouctou.<sup>54</sup> Ils auraient notamment participé à la bataille de Konna en janvier 2013 contre les forces maliennes et françaises.

De même, des tracts d'Ansaru ont été retrouvés au « domicile » de Mokhtar Belmokhtar à Gao en février 2013. Le recours, à partir de 2011 puis 2012, à des kamikazes ou à des engins explosifs de plus en plus complexes semble attester de liens directs avec la branche maghrébine d'Al-Qaïda (AQMI) dès cette époque.

Cette relation remonte officiellement à février 2010, quand Abdelmalek Droukdel l'émir d'AQMI a présenté ses « condoléances » à Boko Haram après la mort de son fondateur Muhammad Yusuf et 1000 de ses partisans et propose de lui fournir « hommes, armes et munitions » pour « défendre les musulmans nigériens contre la minorité chrétienne ». En Juillet 2010, Abubakar Shekau, remercie pour « les condoléances envoyées » aux moudjahidin du Nigeria des principaux dirigeants d'Al-Qaïda, y compris Oussama Ben Laden, Ayman al-Zawahiri, et l'émir d'AQMI, et averti les États-Unis que « le Jihad ne fait que commencer ». Les déclarations de Shekau montrent que Boko Haram s'est unifié et identifié à l'idéologie d'al-Qaïda, tout en précisant que l'organisation « poursuit le Djihad dans le pays appelé le Nigeria ».

Lors de l'enlèvement des deux jeunes français à Niamey le 7 janvier 2011, le commando commandité par Mokhtar Belmokhtar comprenait un membre de Boko Haram ayant notamment réalisé les repérages. De cette façon, AQMI forme, créé des relations et entretient des liens avec des recrues issues de l'Afrique subsaharienne notamment utilisées comme courriers entre AQMI et les groupes militants islamistes locaux tels que Boko Haram.

En août 2011, le Nigeria et le Niger ont confirmé qu'un nombre croissant de membres de Boko Haram recevaient des armes et des formations d'AQMI. D'autres sources bien informées<sup>55</sup> confirment des contacts plus structurels entre Boko Haram et les groupes armés présents au Nord du Mali, notamment avec les différentes katibas d'AQMI. Ces derniers auraient ainsi formé le groupe nigérien aux stratégies militaires et techniques terroristes en cours sur les différents « théâtres d'opération » du groupe : actions commandos, attaques terroristes, attentats suicides, IED, etc. De fait, la technicité et la stratégie militaire du groupe nigérien s'affine nettement dès 2012. A partir de 2012, Boko Haram développe des actions de plus en plus meurtrières et des succès militaires incontestables sur le terrain.

54. Informations recueillies par la FIDH et l'AMDH. Voir aussi [http://www.romandie.com/news/n/\\_Nord\\_Mali\\_une\\_certaine\\_de\\_combattants\\_d\\_un\\_groupe\\_islamiste\\_nigerian\\_a\\_Gao\\_28090420122151.asp](http://www.romandie.com/news/n/_Nord_Mali_une_certaine_de_combattants_d_un_groupe_islamiste_nigerian_a_Gao_28090420122151.asp) ; <http://www.droits-humains.org/408-les-traces-du-polisario-malien-se-confirment.html> et <http://www.rfi.fr/afrique/20130107-mali-deploiement-troupes-jihadistes-abords-ligne-demarcation/>

55. Voir notamment Lemine Ould M. Salem, *Le Ben Laden du Sahara*, Éditions de la Martinière, octobre 2014, p. 113.

Par ailleurs, il faut prendre en compte l'apparition au cours de l'année 2012, de *Jama'atu Ansarul Muslimina fi Biladis Sudan* (L'Avant-garde pour la Protection des Musulmans en Afrique noire), plus connu sous le nom d'Ansaru. Né début 2012,<sup>56</sup> d'une scission de Boko Haram, Ansaru le leader du nouveau groupe, Abu Usmatul al-Ansari<sup>57</sup>, décrit en janvier 2012, les actions de Boko Haram comme « *inhumaines envers l'Oummah musulmane* ». Si comme Boko Haram, Ansaru se bat pour l'instauration d'un État islamique dans le nord du Nigeria, le groupe se présente avant tout comme une force de défense des intérêts musulmans, affirmant lutter contre les injustices et les actes terroristes perpétrés contre les musulmans au Nigeria et en Afrique. Selon Usamata Al Ansari il s'agit de retrouver la « *dignité perdue des musulmans d'Afrique noire* »<sup>58</sup> et le temps glorieux du califat de Sokoto.<sup>59</sup>

La différenciation stratégique d'Ansaru d'avec Boko Haram leur fait privilégier des cibles « internationales » et un mode opératoire similaire à AQMI ou la MUJAO d'enlèvements de cibles occidentales. Ainsi, 6 attaques peuvent être attribuées à Ansaru<sup>60</sup> dont l'enlèvement d'au moins 12 étrangers : en mai 2011, avant même la création formelle d'Ansaru, Chris McManus et Franco Lamolinara, ingénieurs britannique et italien sont enlevés dans l'État de Kebbi, près de la frontière avec le Niger et sont tués le 8 mars 2012 à Sokotoa par leurs ravisseurs<sup>61</sup> ; le 26 Janvier 2012, le jour même de la création d'Ansaru, un ingénieur allemand, Edgar Raupach, est enlevé à Kano et tué par ses ravisseurs lors de la tentative de libération des forces de sécurité nigérianes en mai 2012 ; le 19 décembre 2012, l'ingénieur français Francis Collomp est enlevé dans l'État de Katsina et, alors que séquestré dans la commune de Zaria (État de Kaduna), il arrive à échapper à la vigilance de ses ravisseurs et à se réfugier dans un commissariat, le 16 novembre 2013, soit près de 11 mois après son enlèvement ; le 18 février 2013, sept employés étrangers (quatre libanais, un Grec, un Italien et un Britannique) de la société de construction libanaise Setraco sont enlevés et exécutés moins d'un mois plus tard selon un communiqué du groupe en date du 9 mars 2013.

Si Ansaru ne semble pas utiliser les mêmes méthodes que Boko Haram, « *nous sommes engagés dans la même bataille, mais avec différents leaders* » rappelle l'organisation.<sup>62</sup> De fait, la première attaque publiquement revendiquée par Ansaru intervient le 26 novembre 2012 à Abuja contre la prison de l'Unité spéciale anti criminalité permettant de libérer de hauts commandants de Boko Haram et qui a été saluée par le chef de file de Boko Haram dans une vidéo.

56. Ansaru annonce sa création et sa scission de Boko Haram dans des tracts distribués à Kano le 26 Janvier 2012, six jours après l'attaque de Boko Haram à Kano contre des locaux gouvernementaux qui a plus de 150 morts parmi les civils, pour la plupart musulmans. Voir "Boko Haram: Splinter Group, Ansaru Emerges," Vanguard, February 1, 2012. cité par Jacob Zenn, *Cooperation or Competition: Boko Haram and Ansaru After the Mali Intervention* in CTC Sentinel, Volume 6, Issue 3, (March 2013), <https://www.ctc.usma.edu/posts/cooperation-or-competition-boko-haram-and-ansaru-after-the-mali-intervention>

57. Selon certains, Abu Usmatul al-Ansari pourrait être le pseudonyme de l'ancien commandant camerounais de Boko Haram, Mamaan Nur. Ce dernier aurait assuré l'interim à la tête de Boko Haram à la suite de la mort de Mohamed Yusuf en 2009 et pendant la convalescence d'Abubakar Shekau avant de redevenir le second de Shekau puis de partir en Somalie jusqu'à la création d'Ansaru. Il était aussi suspecté d'être l'un des commanditaires de l'attaque contre la représentation des Nations unies à Abuja en août 2011. Une autre possibilité pourrait être que Al-Ansari serait le pseudonyme de Khalid Al-Barnawi, un haut responsable de la Choura de Boko Haram jusqu'en novembre 2012. Il est un proche d'AQMI pour avoir été dans les camps du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en Algérie. Opérant à Kano, il serait rentré en conflit avec Abubakar Shekau pour avoir canalisé les fonds d'AQMI vers des opérations tournées vers des cibles internationales et anti occidentales au détriment de la stratégie presque exclusivement anti-gouvernementale de Boko Haram.

58. Communiqué d'Ansaru du 3 juin 2012, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20121224135145/>

59. Califat de Sokoto : Ancien empire islamique peul créé au début du XIXe siècle par Usman Dan Fodio et qui s'étendait du Niger au Cameroun en passant par le nord du Nigeria.

60. Jacob Zenn, *Cooperation or Competition: Boko Haram and Ansaru After the Mali Intervention*, op. cit.

61. Voir « *Mort des deux otages occidentaux tués au Nigeria: Une source d'AQMI livre quelques détails* », Agence Nouakchott d'Information, 10 mars 2012.

62. Communiqué d'Ansaru du 3 juin 2012

De même, le 19 février 2013, une cellule de Boko Haram enlève à Dabanga au nord du Cameroun 7 membres de la famille Moulin-Fournier<sup>63</sup> ; dans la nuit du 13 au 14 novembre 2013, c'est le prêtre catholique français Georges Vandenbeusch qui est enlevé à Nguetchewé « en coordination avec Ansaru » affirme la secte nigériane avant de le libérer le 31 janvier 2013 ; dans la nuit du 4 au 5 avril 2014, à Tchère, (20 kilomètres de Maroua, Extrême nord du Cameroun) deux prêtres italiens, Giampaolo Marta et Gianantonio Allegri, et une religieuse canadienne, Gilberte Bussier, sont enlevés par Boko Haram qui ne revendique cependant pas l'enlèvement. Les trois religieux sont finalement relâchés la nuit du 31 mai au 1er juin 2014.

La nuit du 16 au 17 mai 2014, des islamistes transportés par cinq véhicules attaquent un camp de travailleurs du secteur routier, près de Waza, au nord du Cameroun. Un civil chinois est tué, et 10 autres sont enlevés par les assaillants. Ils sont finalement relâchés le 11 octobre, en même temps que 17 prisonniers camerounais dont l'épouse du Vice-premier Ministre camerounais Amadou Ali, capturés par Boko Haram le 27 juillet lors de l'attaque de Kolofota.<sup>64</sup>

Le 16 juillet 2014, un ressortissant allemand travaillant comme instructeur dans un centre de formation public est enlevé dans la ville nigériane de Gombi, (État d'Adamawa) par une vingtaine d'hommes armés. Sa capture est revendiquée le 31 octobre par Boko Haram.<sup>65</sup>

Ainsi, la libération par Ansaru des prisonniers de Boko Haram en novembre 2012, les enlèvements d'occidentaux à partir de février 2013, et l'absence de communication d'Ansaru depuis presque un an suggèrent que, malgré les circonstances entourant la création d'Ansaru, les deux groupes sont non seulement capables de se coordonner sur des objectifs communs, voir de se répartir des actions ; mais aussi que la tendance qui est devenue Ansaru a été pendant un certain temps le canal de contact entre Al-Qaïda via AQMI et Boko Haram.

L'aide d'AQMI a probablement aidé Boko Haram de passer d'un mouvement islamiste vers un groupe armé plus structuré et professionnel. La découverte, le 9 Mars 2012, de véhicules de combat improvisés lors d'un raid des forces de sécurité contre le repaire de Boko Haram dans Maiduguri (État de Borno) ; ou encore l'attaque, le 3 Mars 2013, de Boko Haram contre une caserne de l'armée nigériane à Monguno (État de Borno), à l'aide de véhicules tout terrains montés d'armement lourds (mitrailleuses calibre 14) démontrent dès ce moment que Boko Haram a appris et importé les méthodes de combat des militants islamistes du Mali.

A la différence d'AQMI, le mouvement nigérian n'a pas comme cibles principales les intérêts occidentaux, mais partage cependant avec la division sahélienne d'Al Qaïda l'objectif d'établir un « califat » ou tout au moins d'occuper et contrôler durablement un territoire.

De fait, que ce soit dans une guerre totale ou par un accord politique avec le Nigeria, Boko Haram revendique des concessions territoriales qui garantissent sa souveraineté dans des dizaines de localités du nord déjà sous son contrôle. A ce titre, Boko Haram semble se rapprocher de l'État

63. La famille, libérée dans la nuit du 18 au 19 avril, l'aurait été en échange de la libération d'une dizaine de militants de Boko Haram emprisonnés au Cameroun et contre le versement d'une rançon de 3,140,000 USD. Un homme d'affaire camerounais, Alhaji Abdalla, exportateur de véhicules basée à Amchide dont les activités s'étendent jusqu'au Qatar, a servi de négociateur pour Boko Haram avec le gouvernement camerounais. Il serait aussi un financier de Boko Haram.

64. Selon plusieurs sources, les 10 chinois et les 17 autres otages camerounais ont finalement été libérés le 11 octobre 2014 contre la somme de 600 000 USD. Surtout, le rapt de l'épouse du vice-premier Ministre Amadou Ali, aurait été commandité par Boko Haram pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il s'acquitte des « impayés » de la rançon des Moulins-Fournier. vice-premier Ministre Amadou Ali, étant originaire de Kolofota et négociateur pour le gouvernement camerounais dans les négociations pour la libération des Moulin-Fournier. Voir *Cameroon/Boko Haram. Was Unpaid Ransom for French Family Responsible for Kidnap of VPM's Wife?* in Iroko Magazine, 28 juillet 2014. <http://irokoheritage.com/2014/07/28/cameroonboko-haram-was-unpaid-ransom-for-french-family-responsible-for-kidnap-of-vpms-wife/> et <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/13/chape-de-plomb-sur-la-liberation-des-otages>

65. Il est finalement libéré le 21 janvier 2015 au cours d'une opération des forces spéciales camerounaises. Voir [http://www.liberation.fr/monde/2014/10/31/nigeria-boko-haram-declare-detenu-1-otage-allemand-enleve-en-juillet-video\\_1133851](http://www.liberation.fr/monde/2014/10/31/nigeria-boko-haram-declare-detenu-1-otage-allemand-enleve-en-juillet-video_1133851).

islamique (EIIL) notamment dans une vidéo d'Aboubakar Shekau, en juillet 2014, dans laquelle il félicite l'EIIL et son chef Abou Bakr Al-Baghdadi mais ne fait pas clairement allégeance à l'organisation irakienne.

Le 24 août 2014, le leader de Boko Haram s'est déclaré « *libéré du chemin pris par al-Qaida* » et en annonçant la naissance d'un califat islamique au Sahel se place dans la ligne adoptée par Abou Bakr Al-Baghdadi. En octobre 2014, il évoque cette fois l'idée que le califat de Boko Haram puisse faire « partie » de celui de Al-Baghdadi.

L'instauration d'un califat par Boko Haram a semblé correspondre à une évolution tactique majeure de sa stratégie militaire : si le groupe islamiste ne renonce en rien à son ambition de contrôler les États du Nord, notamment l'État de Borno et sa capitale, Maiduguri, qui a encore subi un assaut majeur le 25 janvier 2015, Boko Haram semble dorénavant avoir des visées de dimensions sous-régionales.

# IV - Les ambitions régionales de Boko Haram : du Cameroun, au Tchad et au Niger



*Combats de l'armée camerounaise contre Boko Haram dans le nord du Cameroun.*

La stratégie de Boko Haram a pendant plusieurs années été centrée sur des visées nationales et contre les autorités nigérianes. Les experts se sont fiés aux critères fondateurs de Boko Haram pour en caractériser ses ambitions uniquement nationales, tandis que les États de la région ont préféré croire que le groupe armé ne déborderait pas du Nigeria voisin, voire l'ont laissé utiliser leur territoire en échange d'une certaine tranquillité.

Force est de constater que le groupe islamiste ultra-violent nigérian ne se limite plus aux frontières du Nigeria, et probablement conscient que sa progression vers le Sud est limitée par un ère de peuplement essentiellement chrétien, cherche son expansion vers les terres qui lui sont propices : un peuplement musulman, principalement au sein des ethnies Kanouris, Hasoussa etc. L'objectif est aujourd'hui clairement affiché : recréer le califat de Sokoto, cet ancien empire islamique peul créé au début du XIXe siècle par Usman Dan Fodio et qui s'étendait du Niger au Cameroun en passant par le nord du Nigeria.

Ce sont bien ces États qui sont en première ligne contre Boko Haram, même si rien ne dit que les ambitions de Boko Haram ne dépasseront pas l'antique califat peul.

De fait, en 2012 Boko Haram a commencé à lancer des raids au Nord du Cameroun principalement contre Fotokol, Makary and Kousseri Dabanga, bien que ces attaques soient restées des événements relativement isolés.<sup>66</sup>

En 2013, Boko Haram a multiplié les actions. En premier lieu, les enlèvements d'étrangers (voir supra, *Boko Haram dans la galaxie salafiste*) mais aussi dans le recrutement de membres et de combattants ainsi que les activités de soutien et de logistiques à ses opérations militaires au Nigeria (financement, approvisionnement d'armes, bases tactiques de repli et de soins, etc).

Mais Boko Haram a commencé à s'implanter au Cameroun à la faveur de 1700 kilomètres de frontières communes avec le Nigeria, des liens de parentés et une marginalisation traditionnelle d'une région que l'on appelle d'ailleurs « l'extrême nord ». Ainsi, la zone de Kousséri, aux bords du lac Tchad semble la plus perméable à la pénétration de Boko Haram.

Le 27 juillet 2014, le Cameroun prenait la mesure de la menace avec l'attaque dans la ville de Kolofata, et notamment le ciblage des domiciles du sultan et du vice-Premier ministre, faisant seize morts et vingt otages, dont l'épouse du vice-Premier ministre, Amadou Ali, ainsi que le maire de la ville, son épouse et ses deux filles.<sup>67</sup>

En réaction, les autorités camerounaises ont renforcé les effectifs dans le cadre des opérations « Alpha » et « Émergence » et déployé dans la région 3 000 hommes du Bataillon d'intervention rapide (BIR), une unité d'élite formée par des Israéliens. Réputés tellement intraitables qu'ils ne feraient d'ailleurs pas de prisonniers, les éléments du BIR subissent cependant depuis des mois les assauts répétés de la secte nigériane en l'absence d'informations précises puisque la bande frontalière et de l'extrémité nord du pays une zone interdite dans laquelle même les agences humanitaires sont indésirables, malgré l'afflux de réfugiés venus du Nigeria et de déplacés camerounais.

Ainsi dans la région de Kousséri, la ville camerounaise de Fotokol se serait pratiquement vidée de ses habitants. « *L'armée a annoncé le 4 décembre [2014] avoir repris les villages de Sagme et Gouma au nord de Kousséri. Elle avait oublié de nous annoncer qu'elle les avait perdus* », s'amuse un ressortissant du Nord cité par Maria Malagardis<sup>68</sup>, qui affirme que Boko Haram « *détient toujours des villages dans le même secteur. Comme ceux de Soueram et Dambolé. Ils obligent les habitants à porter des pantalons courts, selon les préceptes islamiques, et n'hésitent pas à s'emparer des filles, comme au Nigeria. Ailleurs, comme à Achigachia, dans le Mayo-Tsanaga plus au sud, les combats sont quotidiens : on tire chaque jour comme on se dit bonjour* ».

Les 15 octobre et 17 décembre 2014, la base du BIR a Amchidé a été violemment attaquée par une centaine de combattants. Les accrochages se multiplient et gagnent en intensité au point que l'aviation camerounaise a été contrainte d'intervenir pour la première fois, le 28 décembre 2014 à la suite de l'attaque du camp militaire d'Assighasia, dans l'extrême-nord du Cameroun. « *Les forces de défenses camerounaises ont dû reculer après avoir tenté de défendre leur position* » a admis Yaoundé, après que ces dernières puissent finalement reprendre possession du camp militaire dans la journée après d'intenses combats et l'intervention de l'aviation.

66. <http://www.news24.com/Africa/News/Boko-Haram-gathers-new-recruits-in-Cameroon-20140808>

67. Ils sont finalement libérés le 11 octobre 2014, contre une rançon estimée à 600 000 USD. Selon certaine, le rapt de l'épouse du vice-premier Ministre Amadou Ali, aurait été commandité par Boko Haram pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il s'acquitte des « impayés » de la rançon des Moulins-Fournier. vice-premier Ministre Amadou Ali, étant originaire de Kolofota et négociateur pour le gouvernement camerounais dans les négociations pour la libération des Moulin-Fournier. Il était aussi accusé par la secte d'avoir soustrait 450 jeunes issus de sa ville des griffes de Boko Haram. Voir *Cameroon/Boko Haram. Was Unpaid Ransom for French Family Responsible for Kidnap of VPM's Wife?* in Iroko Magazine, 28 juillet 2014. <http://irokoheritage.com/2014/07/28/cameroonboko-haram-was-unpaid-ransom-for-french-family-responsible-for-kidnap-of-vpms-wife/> et <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/13/chape-de-plomb-sur-la-liberation-des-otages>

68. Maria Malagardis, Boko Haram : la guerre cachée du Cameroun, Libération, 26 décembre 2014.

Le 12 janvier 2015, c'est la ville de Kolofata qui subissait une violente offensive des combattants venant du Nigeria voisin. L'attaque, y compris à l'arme lourde, visait la garnison du Bataillon d'intervention rapide (BIR) et a duré plus de cinq heures de combats acharnés pendant lesquels 143 islamistes et un soldat camerounais auraient été tués selon les chiffres officiels. C'était la troisième fois depuis juillet 2014 que Kolofata était attaquée par les combattants de Boko Haram, la dernière attaque ne remontant qu'à une semaine, le 5 janvier, repoussée par le BIR.

Dans un enregistrement vidéo diffusé le jour même, ce 5 janvier, Aboubakar Shekau le chef du groupe jihadiste nigérian Boko Haram menaçait nommément le président camerounais : « *Paul Biya, si tu ne mets pas fin à ton plan maléfique, tu vas avoir droit au même sort que le Nigeria (...)* Tes soldats ne peuvent rien contre nous ».

Le 18 janvier 2015, 80 personnes, hommes, femmes et enfants des villages Maki et Maba dans l'arrondissement de Mokolo, dans le Mayo-Tsanaga étaient enlevées tandis que les localités étaient toutes les deux complètement détruites et trois personnes retrouvées mortes. Le lendemain, l'armée camerounaise était parvenue à libérer 24 des 80 otages alors qu'elle poursuivait les assaillants vers le Nigeria.

Dans ces circonstances de conflit de plus en plus intense, il n'est pas sur que l'armée camerounaise soit en mesure d'encaisser encore longtemps de tels assauts. Les troupes d'élite du BIR combattent depuis de longs mois et il n'est pas sur que la relève possède autant de résilience.

Cette possible faiblesse militaire de son voisin ainsi que la multiplication des attaques de Boko Haram contre le Cameroun et la prise de contrôle par le groupe islamiste de nombreuses localités la région de Kousséri, aux bords du lac Tchad inquiète le gouvernement tchadien dont la capitale N'djamena n'est séparée du fief des islamistes nigériens que par cette bande de terre camerounaise de 50km de large et poreuse aux infiltrations djihadistes.

Le 14 janvier 2015, le Tchad avait donc proposé à Yaoundé « *un soutien actif dans la riposte courageuse et déterminée de ses forces armées aux actes criminels et terroristes de Boko Haram* ». C'est presque in extremis que le Tchad a fait cette proposition de soutien que le Cameroun s'est empressé d'accepté. « *Le Tchad était décidé à entrer au Cameroun pour aller affronter Boko Haram directement, et Deby se serait passé de l'autorisation de Biya dans ce qu'il considère comme ses intérêts stratégiques* » résume un bon connaisseur de la région. « *Les diplomates ont réussi à sauver les apparences mais l'unité de façade est trompeuse sur la réalité de la coopération opérationnelle sur le terrain* » poursuit-il.

Les forces tchadiennes, sont donc entrées le 18 janvier 2015 en fin d'après-midi en territoire camerounais, pour soutenir les forces camerounaises. L'objectif du président tchadien est même de « *reconquérir Baga* »...en territoire nigérian.

Le Niger demeure aussi une des cibles sous-régionale de Boko Haram. Il ne faut qu'écouter la dernière vidéo d'Aboubakar Shekou pour s'en convaincre. Au président nigérian Mahammadou Issoufou, il lance ainsi : « *tu vas voir. Président du Niger, tu vas voir. Tu fais partie de ceux qui sont allés compatir avec [le président français François] Hollande, le petit-fils de Charlie* » Hebdo, l'hebdomadaire français victime, le 7 janvier 2015, d'un attentat islamiste sanglant pour ses caricatures.

De fait le Niger est sous la pression de Boko Haram. En décembre, Boko Haram a pris le contrôle de Malam Fatouri, une commune nigérienne à quatre kilomètres au Sud de Mamouri. Les insurgés occupent aussi les localités nigérianes de Damasak et de Geidem. Ainsi, Boko Haram contrôle directement des villes et des villages de Goudoumaria à l'ouest, jusqu'à Bosso à l'est, soit environ trois cent cinquante kilomètres de frontières entre le Niger et le Nigeria.

Les incursions ne sont pas rares dans cette zone du Niger. Ainsi, Le 12 janvier 2015 le muezzin du village de Chetimari, à trente kilomètres à l'est de Diffa, a été tué par des éléments de Boko Haram. Ces derniers disposent de partisans infiltrés soient attirés par l'argent distribué par le groupe islamiste dans cette région pauvre où le travail est rare, soit par conviction dans cette région où la religion est pratiquée plus strictement que dans d'autres parties du Niger sous l'influence du Nigeria voisin.

Enfin, le Niger accueille environ 100 000 réfugiés dispersés sur 126 sites le long de la frontière. Mais des insurgés se mêlent aux réfugiés pour les menacer ou pour les recruter. Certains ont été appréhendés par les autorités.

Le 6 février 2015, Boko Haram a mené deux attaques simultanées contre les villes de Bosso et Diffa dans le sud du Niger, qui constitue la première offensive d'une telle ampleur du groupe fondamentaliste contre des localités nigériennes. Selon le ministre nigérien de la Défense, Mahamadou Karidjo, le bilan humain de ces attaques s'élève à 109 islamistes, quatre militaires et un civil tués. Les forces de sécurité nigériennes déploreraient en outre 17 blessés et deux disparus.<sup>69</sup> Les membres de Boko Haram auraient été repoussés par les forces de sécurité nigériennes, soutenues à Bosso par les forces armées tchadiennes qui sont déployées depuis janvier 2015 d'une part et d'autre du lac Tchad pour combattre le groupe fondamentaliste. Cette offensive a eu lieu alors que le Parlement du Niger devrait approuver le 9 février 2015 un engagement de ses troupes au Nigeria pour combattre Boko Haram, au côté des armées tchadienne et camerounaise.

Face à la menace régionale, les États de la région tentent de s'organiser et de se coordonner. Le 20 janvier 2015, 13 pays étaient présents à Niamey où ils ont décidé de transférer de Baga à N'Djamena, la capitale tchadienne, l'état-major de la force armée régionale censée lutter contre Boko Haram. Ils ont aussi décidé « *d'adresser une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU sur Boko Haram* » et « *l'Union africaine a été désignée pour s'en charger dans les mois ou semaines à venir* », a expliqué mercredi le ministre des Affaires étrangères nigérien, Mohamed Bazoum.

Le Nigeria, qui n'était représenté à Niamey que par son ambassadeur, s'était jusqu'à présent refusé à une telle démarche diplomatique qui le ferait apparaître en situation de faiblesse par rapport au groupe armé.

Dans la foulée, l'UA a appelé à « finaliser » rapidement la force régionale, souhaitant qu'elle bénéficie d'un mandat de l'ONU et d'un financement spécial.

« *Boko Haram constitue une menace non seulement pour le Nigeria et la région, mais également pour l'ensemble du continent. La situation requiert de la part de l'Afrique des efforts collectifs plus soutenus* », a souligné la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma. Pourtant, de l'avis de tous les pays présents à Niamey comme à Addis Abéba, la coopération régionale bute sur le peu d'engagement des autorités nigérianes à s'impliquer dans la lutte contre Boko Haram. Les États de la région critiquent de moins en moins sous le manteau l'incapacité d'Abuja à faire face à l'impératif de faire le ménage dans l'armée, d'y limiter la corruption afin d'équiper et de maintenir opérationnelle une armée dont les soldats désertent souvent face à l'ennemi et abandonne villes sur villes sans combattre.

L'armée est en fait gangrenée par la corruption. Selon certaines sources<sup>70</sup>, elle fonctionnerait dans les trois États du nord-est avec 2 millions de dollars par mois, ce qui est ridiculement bas pour une armée de cette dimension devant faire face à de tels défis sécuritaires. Pourtant, officiellement, un quart du budget fédéral est consacré à la défense, soit 5,8 milliards de dollars, du jamais-vu même au temps des dictatures militaires. Mais une bonne partie de ces milliards de dollars serait largement détournée à tous les stades de l'administration.

69. [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/lourd-bilan-apres-la-premiere-attaque-de-boko-haram-au-niger\\_1649187.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/lourd-bilan-apres-la-premiere-attaque-de-boko-haram-au-niger_1649187.html)

70. [http://www.lemonde.fr/afrique/lma/article/2014/03/18/au-nigeria-boko-haram-elimine-des-villages-entiers-suspectes-d-avoir-collabore-avec-le-pouvoir\\_4385171\\_3212.html#rRqwPHmMtLPWF1IE.99](http://www.lemonde.fr/afrique/lma/article/2014/03/18/au-nigeria-boko-haram-elimine-des-villages-entiers-suspectes-d-avoir-collabore-avec-le-pouvoir_4385171_3212.html#rRqwPHmMtLPWF1IE.99)

Conséquences de cette corruption généralisée, les soldats sur le terrain qui ne gagnent pas plus de 92 dollars par mois sont démoralisés. De plus, le manque d'équipement et de ressources, a été un facteur majeur à la colère des troupes, entraînant des défections, et également des agressions physiques violentes à l'encontre de la hiérarchie. Au mois de mai 2014, les militaires ont tiré sur leur commandant de division en charge des opérations de contre-attaque contre Boko Haram. Au mois d'août, il y a eu une mutinerie à cause du manque d'équipement et les troupes ont refusé de se mobiliser pour les opérations à venir contre le groupe Boko Haram. 54 soldats ont d'ailleurs été condamnés à mort en décembre 2014 pour mutinerie.

De plus, l'armée nigériane censée être la première de la sous-région et l'une des plus importantes du continent est aussi connue pour la rudesse de ses interventions et les violations des droits humains.

# V - Les crimes de l'armée nigériane et des milices civiles d'auto-défense



*Affiche annonçant une récompense pour des informations permettant l'arrestation du chef de Boko Haram, Aboubakar Shekau et d'autres commandants du groupe armé.*

L'acte fondateur de la lutte armée radicale de Boko Haram débute dans la répression sanglante de la secte en juillet 2009 à Maiduguri. L'exécution sommaire par la police de son chef, Mohamed Yusuf, après son arrestation par l'armée a été enregistrée sur un téléphone portable dont les images ont largement circulé dans le Nord du pays.

Une des raisons de la radicalité de l'insurrection de Boko Haram vient du niveau de corruption des élites locales et de la dureté de la répression contre la secte. Les détentions arbitraires, les exécutions sommaires, les disparitions forcées de civils par les forces de sécurité dans leur lutte contre Boko Haram a accentué le soutien d'une partie de la population envers les islamistes.

Le 14 mai 2013, le président Goodluck Johnatan décide d'imposer l'État d'urgence dans les États de Borno, Yobe et Adamawa expliquant que le niveau de violence appelait des « mesures

extraordinaires ». L'instauration de ces mesures d'exceptions ne fait finalement qu'attiser la violence.

Parallèlement à la mobilisation de l'armée fédérale, les autorités rassemblent, mobilisent et arment une coalition d'anciennes milices locales rebaptisées *Civilian Joint Task Force* (CJTF) chargées d'identifier et de combattre les militants islamistes infiltrés dans les villes et villages. Cette force civile d'appoint doit palier les faiblesses d'une armée fédérale dont les soldats envoyés au Nord sont majoritairement issus du Sud de peur des trahisons. Ne parlant ni haoussa, ni kanouri ou toute autres langues locales de la région, ils sont incapables de distinguer les civils des combattants, les islamistes, des autres.

Les milices civiles locales sont utilisées comme supplétifs et quadrillent les rues, tiennent des check points où ils arrêtent et rackettent quotidiennement. De même, les milices lancent de grandes rafles d'abord dans les villes où elles passent de maisons en maisons, arrêtent et le cas échéant mènent de véritables combats. En juillet 2013, des milices civiles d'auto-défense ont massacrées une vingtaine de civils dans une opération anti-Boko Haram dans deux villes du Borno.

A Maiduguri, fief des islamistes de Boko Haram, le gouverneur de l'Etat, Kashim Shettima, a massivement financé ces milices civiles d'auto-défense pour regagner sa capitale. Et le bilan est lourd. Selon certaines sources, les forces pro-gouvernementales auraient procédé à 4 200 arrestations qui se transforment en disparitions forcées puisque les personnes détenues dans les cachots des bases militaires ne sont jamais libérés et personne ne peut les visiter.<sup>71</sup> Cette conflit armé interne qui ne dit pas son nom est une guerre de l'ombre et de position, où les infiltrés de Boko Haram sont chassés par les miliciens d'auto-défense.

Cette guerre s'est transposée dans les zones rurales où le gouvernement encourage la création de milices d'auto-défense dans les villages. Ceux qui ne créent pas leur section de la CJTF deviennent suspects et des cibles légitimes pour la répression des forces gouvernementales. De l'autre côté, les villages qui créent leurs milices sont la cible des attaques de Boko Haram qui massacrent tous ceux qui osent s'ériger contre eux.

Dans ce cycle de répression et de représailles, ce sont évidemment les civils qui pris entre deux feux paient le plus lourd tribut. L'accélération de cycle de violence a fait entrer le conflit dans une nouvelle phase : celle des massacres de masse perpétrés par tous les camps.

Il est ainsi à craindre que le niveau de violence, déjà extrêmement haut, ne se généralise totalement, d'autant plus qu'avec les élections de 2015, les politiciens locaux ont repris leur activités favorites : les financements de groupes armés pour mener leur basses œuvres politiques. C'était ainsi que l'ex-gouverneur de Borno, Ali Modu Shariff avait largement contribué à l'émergence de Boko Haram en son temps, en finançant le groupe en échange de son soutien électoral et de coup de main pour se débarrasser de concurrents gênants. Or, Ali Modu Shariff brigue le poste de sénateur local et dans cette perspective, financerait une branche concurrente des milices d'auto-défense CJTF annonçant des lendemains sanglants.<sup>72</sup>

71. Cf. Jean-philippe Rémy, Enquête, Boko Haram : les monstres de Maiduguri, Le Monde, 23 juin 2014,

72. Jean-philippe Rémy, Enquête, Boko Haram : les monstres de Maiduguri, Le Monde, 23 juin 2014,

# VI - Crimes de guerre et crimes contre l'humanité

Les enquêtes menées par les organisations de défenses des droits humains, les témoignages des survivants et les informations crédibles recueillies par les journalistes tendent à démontrer l'existence de nombreux crimes dont des meurtres : exterminations, réduction en esclavage, transfert forcé de population, emprisonnement, torture, mutilations, viols, esclavages sexuels, grossesse forcées, enrôlement de mineurs et participation aux hostilités. le recrutement forcé et l'utilisation d'enfants soldats.

## *Crimes de guerre*

Selon l'article 8.2 f) de la Cour pénale internationale, le conflit au Nigeria contre Boko Haram répond aux critères des conflits armés non-internationaux, à savoir des « *conflits armés qui opposent de manière prolongée sur le territoire d'un État les autorités du gouvernement de cet État et des groupes armés organisés ou des groupes armés organisés entre eux* ».

Considérés dans le contexte d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international, les crimes visés ci-dessus sont constitutifs de crimes de guerre, conformément à l'article 8.2,c) et 8.2,e) du Statut de la Cour pénale internationale ratifié par le Nigeria le 27 septembre 2001.

### *« Article 8 - Crimes de guerre*

1. *La Cour a compétence à l'égard des crimes de guerre, en particulier lorsque ces crimes s'inscrivent dans le cadre d'un plan ou une politique ou lorsqu'ils font partie d'une série de crimes analogues commis sur une grande échelle.*

2. *Aux fins du Statut, on entend par « crimes de guerre » : (...)*

*c) en cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international, les violations graves de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir l'un quelconque des actes ci-après commis à l'encontre de personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention ou par toute autre cause :*

- i) Les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture ;*
- ii) Les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants ; (...)*

*d) L'alinéa c) du paragraphe 2 s'applique aux conflits armés ne présentant pas un caractère international et ne s'applique donc pas aux situations de troubles et tensions internes telles que les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence ou les actes de nature similaire ;*

*e) Les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés ne présentant pas un caractère international, dans le cadre établi du droit international, à savoir l'un quelconque des actes ci-après :*

*i) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des personnes civiles qui ne participent pas directement aux hostilités ;*

*ii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre les bâtiments, le matériel, les unités et les moyens de transport sanitaires, et le personnel utilisant, conformément au droit international, les signes distinctifs des Conventions de Genève ;*

*iii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations unies, pour autant qu'ils aient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux civils et aux biens de caractère civil ;*

*iv) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades et des blessés sont rassemblés, pour autant que ces bâtiments ne soient pas des objectifs militaires ;*

*v) Le pillage d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut ;*

*vi) Le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, telle que définie à l'article 7, paragraphe 2, alinéa f), la stérilisation forcée, ou toute autre forme de violence sexuelle constituant une violation grave de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève ;*

*vii) Le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités ; (...)*

*f) L'alinéa e) du paragraphe 2 s'applique aux conflits armés ne présentant pas un caractère*

*international et ne s'applique donc pas aux situations de troubles et tensions internes telles que les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence ou les actes de nature similaire. Il s'applique aux conflits armés qui opposent de manière prolongée sur le territoire d'un État les autorités du gouvernement de cet État et des groupes armés organisés ou des groupes armés organisés entre eux.*

*3. Rien dans le paragraphe 2, alinéas c) et e), n'affecte la responsabilité d'un gouvernement de maintenir ou rétablir l'ordre public dans l'État ou de défendre l'unité et l'intégrité territoriale de l'État par tous les moyens légitimes. »*

À n'en pas douter et au regard de la définition de crime de guerre, de tels crimes ont été et sont perpétrés par Boko Haram au Nigeria et dans certains pays limitrophes, notamment dans les zones sous leur contrôle ou dans lesquelles ils étaient et/ou ils demeurent actifs. Ainsi, outre les meurtres et les exactions diverses, les attaques contre les services sanitaires, les Nations unies, les écoles, etc, rentrent pleinement dans cette qualification.

Enfin, les exactions perpétrées par les forces de sécurité nigérianes et leurs supplétifs des milices civiles d'auto-défense (CJTF) peuvent aussi être qualifiées de crimes de guerre. Selon l'article 8 du Statut de la CPI, dans le cadre d'un conflit armé non-international, un grand nombre des exactions attribuables aux forces pro-gouvernementales nigérianes sont considérées comme des crimes de guerre : les meurtres, les actes de tortures, l'enrôlement d'enfants, etc. Les informations

faisant état notamment d'attaques contre les civils dans certains villages qui ne créent pas de section de milice d'auto-défense, les enfants soldats des milices de CJTF que l'on peut voir sur les barrages des milices, les exécutions sommaires de présumés partisans de Boko Haram ainsi que les personnes disparues dans les geôles des garnisons militaires au Nord du pays sont des crimes de guerre dont les auteurs et responsables devraient répondre.

### *Crimes contre l'humanité*

Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale en son article 7 définit le crime contre l'humanité de la façon suivante :

#### *« Article 7 – Crimes contre l'humanité*

*1. Aux fins du présent Statut, on entend par crime contre l'humanité l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque :*

- a) Meurtre;*
- b) Extermination;*
- c) Réduction en esclavage;*
- d) Déportation ou transfert forcé de population;*
- e) Emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international;*
- f) Torture;*
- g) Viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable;*
- h) Persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste au sens du paragraphe 3, ou en fonction d'autres critères universellement reconnus comme inadmissibles en droit international, en corrélation avec tout acte visé dans le présent paragraphe ou tout crime relevant de la compétence de la Cour;*
- i) Disparitions forcées de personnes;*
- j) Crime d'apartheid;*
- k) Autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale. »*

Au regard de cette définition, il ressort que les crimes commis par Boko Haram constituent des crimes contre l'humanité. La multiplicité des crimes commis caractérisent l'attaque contre la population civile visée. En outre l'attaque menée est non seulement généralisée mais aussi systématique, En effet elle est massive et menée en application d'un plan clairement établi. En la matière, le caractère répétés d'attaques, pour la plupart revendiquées, du groupe islamiste contre des cibles civiles, leur fréquence, leur ampleur, la nature des cibles (villes et villages), le caractère de représailles de certaines attaques, sont notamment des éléments clairs permettant de qualifier les attaques de Boko Haram de systématiques et généralisées en application d'un plan clairement établi.

Le Nigeria a déposé son instrument de ratification du Statut de Rome le 27 septembre 2001. Ainsi la CPI a compétence à l'égard des crimes commis sur son territoire ou par des ressortissants nigériens depuis le 1er juillet 2002, Le 18 novembre 2010, le Bureau du Procureur de la CPI a rendu publique l'examen préliminaire sur la situation au Nigéria, étape antérieure à l'ouverture d'une enquête.<sup>73</sup>

73. Voir les déclarations et rapports du Bureau du Procureur de la CPI au lien suivant : [http://www.icc-cpi.int/en\\_menus/icc/structure%20of%20the%20court/office%20of%20the%20prosecutor/comm%20and%20ref/pe-ongoing/nigeria/Pages/nigeria.aspx](http://www.icc-cpi.int/en_menus/icc/structure%20of%20the%20court/office%20of%20the%20prosecutor/comm%20and%20ref/pe-ongoing/nigeria/Pages/nigeria.aspx)

Selon le Bureau du Procureur de la CPI : « Au 1er juin 2013, le Bureau du Procureur avait reçu, au titre de l'article 15, 65 communications liées à la situation, dont 26 ne relevaient pas de la compétence de la Cour, cinq justifiaient une analyse plus poussée et 28 ont été prises en considération dans le cadre de l'examen préliminaire. Le Bureau estime qu'il existe une base raisonnable permettant de croire que des crimes contre l'humanité, à savoir des meurtres et des actes de persécution attribués au groupe Boko Haram, ont été commis au Nigéria. Le Procureur a donc décidé de passer à la phase 3 (recevabilité) de l'examen préliminaire de la situation au Nigéria afin d'évaluer si les autorités nationales conduisent de véritables procédures à l'encontre des personnes qui semblent porter la plus large part de responsabilité pour de tels crimes et de déterminer la gravité de ces crimes. »

Dans ce cadre, la Procureur de la Cour pénale internationale, Fatou Bensouda, a fait une déclaration le 20 janvier 2015 dans laquelle elle se dit : « extrêmement préoccupée par les exactions à grande échelle qui se poursuivraient dans le nord-est du Nigéria. Mon Bureau continue de recueillir des informations au sujet du massacre d'un grand nombre de civils, de l'utilisation de filles et de garçons pour les faire participer à des hostilités et du déplacement massif de communautés par le groupe armé habituellement appelé Boko Haram. L'attaque menée dernièrement contre la ville de Baga et les villages limitrophes début janvier, ainsi que l'utilisation présumée de femmes et d'enfants pour commettre des attentats suicides à la bombe sur des marchés à Maiduguri et Potiskum, les 11 et 12 janvier, marquent une nouvelle étape inquiétante dans l'escalade épouvantable de la violence. Il est intolérable que des civils, des milliers de femmes, d'enfants et d'hommes, soient pris pour cible. »

Et d'ajouter à l'intention du Nigeria, dont la lutte contre Boko Haram est entachée aussi de nombreuses exactions : « Les crimes commis par des membres de toutes les parties au conflit armé qui sévit au Nigéria doivent faire l'objet d'enquêtes et de poursuites minutieuses menées en toute impartialité. En tant qu'État partie au Statut de Rome, le Nigéria s'est engagé à garantir que les crimes qui heurtent profondément la conscience humaine ne restent pas impunis, et je tiens à le lui rappeler. (...) Personne ne doit douter de ma détermination, si besoin était, à poursuivre les principaux responsables de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité ».

Il apparaît que les crimes commis par Boko Haram constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et que le Nigeria devrait faire appel, à l'instar du Mali et des autres pays, à la Cour pénale internationale pour l'aider juger les auteurs de ces crimes les plus graves. La saisine de la CPI par le Nigeria est d'ailleurs une des conclusions du Sommet régional de Niamey du 20 janvier 2015 qui réunissait 13 pays de la région pour coordonner la lutte contre Boko Haram.

En l'absence de procédures judiciaires nationales équitables visant les responsables de Boko Haram, tout comme des membres des forces de sécurité nigérianes et milices d'autodéfense, et de saisine de la CPI par le Nigeria, la Cour pénale internationale devra envisager rapidement d'ouvrir une enquête sur ces crimes.

# VII - 2015 : Élection présidentielle à haut risque

Les élections présidentielles et législatives doivent se tenir le 14 février 2015. 68,8 des 170 millions de Nigériens sont appelés aux urnes pour élire leur prochain président dans une ambiance tendue au Nord qui doit faire face à l'insurrection islamiste de Boko Haram, et les risques liés aux échéances électorales dans un pays où la dernière élection de 2011, jugée comme la plus régulière depuis 1999, à quand même fait environ 1 000 morts.

Le président nigérian, Goodluck Jonathan, 56 ans et chrétien du sud, au pouvoir depuis mai 2010 est candidat à sa propre succession pour le Parti démocratique populaire (PDP), et doit affronter l'ancien dictateur Muhammadu Buhari, général à la retraite musulman de 71 ans, qui a dirigé le pays d'une main de fer entre 1983 et 1985 avant d'être déposé par un coup d'État militaire. Il a en outre été candidat lors des trois dernières présidentielles pour des partis d'opposition aujourd'hui réunis au sein du Congrès Progressiste (APC), dont il est l'un des fondateurs.

En théorie, l'APC, qui regroupe quatre partis d'opposition, a des chances de l'emporter en février contre le parti démocratique populaire (PDP)<sup>74</sup>, au pouvoir depuis la fin des dictatures militaires, en 1999. En effet, le président Goodluck Jonathan, peu populaire, est très critiqué pour son incapacité à endiguer l'insurrection du groupe islamiste armé Boko Haram. L'opinion publique reproche aussi à M. Jonathan son échec à faire libérer plus de 200 lycéennes enlevées en avril à Chibok et toujours aux mains des islamistes.

De plus, son propre parti, le PDP a été largement divisé sur sa candidature car au PDP, une règle non écrite veut qu'à un chrétien, comme M. Jonathan, succède un musulman. Cette entorse à la règle non-écrite du PDP a même provoquée la critique de l'ex-président Olusegun Obasanjo.

Sur le plan économique, plus de 60 % des 170 millions du Nigeria vit toujours avec moins de 2 dollars par jour dans la première puissance pétrolière d'Afrique, gangrenée par la corruption. Les douze États composant la ceinture nord de la fédération — aux frontières du Niger, du Tchad et du Cameroun — restent les moins développés du pays. Les inégalités avec le Sud se sont même creusées depuis le retour du pouvoir civil en 1999.

De même, les autorités nigérianes sont aussi fortement préoccupées par la chute des prix du pétrole, qui risque de renforcer la crise économique alors que 80 % des fonds de l'État proviennent de la rente pétrolière. L'effondrement des cours, très en dessous des 100 dollars le baril nécessaires pour équilibrer le budget, est une catastrophe. Malgré le programme d'amnistie mis en place en 2009 par le président d'alors Umaru Yar'Adua et qui aurait coûté environ 500 millions de dollars le détournement de brut, estimé à 25 millions de dollars par jour, soit 30 % de la production journalière de brut, constitue toujours un manque à gagner historique que la dévaluation de la monnaie n'a pas suffi à compenser.

Mais au Nigeria, le parti au pouvoir a pour habitude de mobiliser d'importants fonds publics pour la réélection de ses élus, et d'être le mieux organisé. Ce qui explique la position de favori de M. Jonathan, malgré un bilan difficile à défendre.

---

74. People's Democratic Party

Le climat sécuritaire, économique et politique fait de ces élections des scrutins à hauts risques dont les soubresauts violents pourraient largement déborder des régions du Nord confrontés à l'insurrection islamiste.

S'y ajoute un phénomène lié aux élections locales. Traditionnellement, les candidats aux élections locales financent largement les acteurs locaux, en particulier des jeunes de la rue pour éliminer physiquement leurs opposants. Lors des élections de 2003, Ali Modu Sheriff, le candidat au poste de gouverneur de l'Etat de Borno, avait conclu un accord avec Mohammed Yusuf, le chef de Boko Haram pour passer des consignes de vote dans les mosquées et que les militants de Boko Haram fassent pression physiquement sur les électeurs, voir les éliminent. A l'approche du scrutin de février 2015, ce système semble s'être remis en place sous un nouveau jour. S'il est moins probable que Boko Haram soient utilisés par des politiciens locaux, il n'est pas à exclure totalement que certains de ses éléments le soient. Surtout, l'actuel gouverneur de Borno, Kashim Shettima finance largement les milices civiles d'auto-défense (CJTF) tout comme l'ancien gouverneur du même État, Ali Modu Sheriff, qui lui soutient une autre milice des CJTF.

Mais l'attention pour les problèmes du Nord n'est jamais très vive vis-à-vis à Abuja qui semble totalement captée par les futures élections. Il n'est d'ailleurs pas sûr que ce désordre au Nord, bastion de l'opposition, desserve réellement le président sortant. Il apparaît d'ailleurs improbable que les élections puissent se tenir dans ces conditions au Nord du pays, alors qu'à 3 semaines du scrutin, Maiduguri faisant encore l'objet d'une des plus violentes offensives de Boko Haram.

De plus, il resterait entre 30 et 50 millions de cartes d'électeurs à distribuer aux 68,8 millions d'électeurs inscrits.<sup>75</sup>

Malgré tout ces défis, la Commission nationale indépendante électorale (Independent National Electoral Commission - INEC), a réaffirmé le 23 janvier 2015, que ces élections couplées, se dérouleront bel et bien le 14 février 2015, comme prévues qu'elle qu'en soit le risque.<sup>76</sup>

Pourtant, le 7 février 2015, à une semaine de la date prévue, la commission électorale nigériane a annoncé le report des élections présidentielles et législatives de six semaines, repoussant le vote au 28 mars 2015. La raison invoquée par les autorités est l'impossibilité pour les forces de l'ordre d'assurer la sécurité du scrutin, alors qu'elles sont engagées dans des opérations militaires contre Boko Haram, dans le nord-est du pays.»<sup>77</sup> Ce report provoque déjà un vif débat dans le pays et montre que Boko Haram s'est bien invité dans la campagne électorale.

75. <http://legriot.info/14197-nigeria-les-elections-presidentielles-et-legislatives-maintenues-pour-le-14-fevrier-2015>

76. Selon la Constitution de 1999 et la loi électorale, le scrutin doit se tenir au plus tôt 150 jours avant la fin du mandat de l'exécutif et au plus tard dans les 30 jours suivant son expiration - soit le 28 juin 2015 au plus tard.

77. [http://www.lemonde.fr/afrique/lma/article/2015/02/08/1-election-presidentielle-reportee-de-6-semaines-au-nigeria\\_4572143\\_3212.html#mFdgvAW9mIHVS8C.99](http://www.lemonde.fr/afrique/lma/article/2015/02/08/1-election-presidentielle-reportee-de-6-semaines-au-nigeria_4572143_3212.html#mFdgvAW9mIHVS8C.99)

# Conclusion et recommandations

L'insurrection islamiste de Boko Haram dans le Nord Est du Nigeria a plongé le pays dans l'une des crises les plus graves de son histoire, pourtant encore sous-estimée par les autorités en place, voire instrumentalisée à des fins politiques.

Si le Nigeria a déjà connu des phénomènes sectaires ou des rébellions sécessionnistes que le pouvoir central a toujours réprimé (les Maitastsiens ou le Biafra), l'ampleur et la nature des exactions perpétrées par Boko Haram et les forces pro-gouvernementales de contre-insurrection ont plongé le Nord du pays à feu et à sang, provoquant depuis 2009 plus de 13 000 morts et 1,5 million de déplacés.

L'expansion du groupe islamiste tend aussi à déborder sur le Cameroun, le Niger et le Tchad voisins qui deviennent dorénavant des cibles pour le groupe et ses pratiques d'exécutions de masse, d'enlèvement et de recrutement forcés d'enfants soldats, de viols.

Ce développement de Boko Haram est servi par une internationale djihadiste dans lequel le groupe inscrit ses actes sanglants, de l'enlèvement massifs de femmes à la création de son propre califat en 2014, en écho aux crimes et visions géopolitiques de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL).

Au début de l'année 2015, les crimes commis par Boko Haram et ses combattants ont pris une dimension jamais entrevue avec le massacre de peut-être plusieurs milliers de personnes à Baga et sa région côtière du lac Tchad.

Ces crimes de guerre et crimes contre l'humanité constituent la pratique de Boko Haram pour prendre possession d'un large territoire, notamment la ville d'1 million d'habitant de Maiduguri, berceau du mouvement islamiste et qui leur résiste encore.

Il est à craindre, que les élections présidentielle et législatives du 14 février 2015 soient l'occasion de nouveaux attentats de la part de Boko Haram. Elles peuvent aussi donner lieu à des affrontements inter-religieux notamment dans le centre du pays, principale zone de friction des deux communautés religieuses. Enfin, la tension est perceptible également au Sud du pays.

Les élections de février 2014 constituent un défi démocratique et sécuritaire pour un Nigeria durement touché par la baisse de ses recettes pétrolières et dont les élites politiques semblent plus attentives à conserver les postes leur permettant de jouir d'une corruption qui gangrène le pays, plutôt que de calmer le jeu politique d'un scrutin qui s'annonce à hauts risques.

Le Nigeria semble hypnotisé par ses propres démons, notamment ceux d'une guerre civile aux proportions de plus en plus régionales.

Une lutte efficace contre Boko Haram devrait notamment passer par :

- Des efforts de coordination militaires au niveaux régional et international ;
- Une mobilisation des pays concernés mais aussi de l'ensemble de l'Union africaine en faveur de réponses globales contre le terrorisme incluant des dimensions sécuritaires, droits humains, sociales et institutionnelles ;

- Le strict respect des droits humains dans le cadre des opérations de police et militaires ;
- L'arrestation et le jugement au cours d'une procédure juste et équitable des auteurs et des responsables des crimes les plus graves commis par Boko Haram, comme par les forces de sécurité et leur supplétifs ;
- La saisine par le Nigeria de la Cour pénale internationale ; A défaut et en l'absence de procédures judiciaires nationales équitables visant les responsables de Boko Haram, des membres des forces de sécurité et des milices d'autodéfense, la Cour pénale internationale devra envisager rapidement l'ouverture d'une enquête sur les crimes relevant de sa compétence ;
- Une politique globale de réparation en faveur des victimes ;
- L'organisation de scrutins électoraux libres, transparents et crédibles, particulièrement pour l'élection du 14 février 2015 au cours duquel la sécurité et la sincérité du scrutin doivent être garantis ;
- Une lutte efficace contre la corruption et la pauvreté, notamment dans le Nord du pays ;
- Une lutte contre les discriminations à l'égard des femmes, y compris dans le Nord du pays.







Cette publication a été réalisé avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères (MAE). Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de la FIDH et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les points de vue du MAE.

## Établir les faits

### Des missions d'enquête et d'observation judiciaire

Depuis l'envoi d'un observateur judiciaire à un procès jusqu'à l'organisation d'une mission internationale d'enquête, la FIDH développe depuis cinquante ans une pratique rigoureuse et impartiale d'établissement des faits et des responsabilités. Les experts envoyés sur le terrain sont des bénévoles.

La FIDH a mandaté environ 1 500 missions dans une centaine de pays ces 25 dernières années.

Ces actions renforcent les campagnes d'alerte et de plaidoyer de la FIDH.

## Soutenir la société civile

### Des programmes de formation et d'échanges

En partenariat avec ses organisations membres et dans leur pays, la FIDH organise des séminaires, tables rondes... Ils visent à renforcer la capacité d'action et d'influence des défenseurs des droits de l'Homme et à accroître leur crédibilité auprès des pouvoirs publics locaux.

## Mobiliser la communauté des États

### Un lobbying permanent auprès des instances intergouvernementales

La FIDH soutient ses organisations membres et ses partenaires locaux dans leurs démarches au sein des organisations intergouvernementales. Elle alerte les instances internationales sur des situations de violations des droits humains et les saisit de cas particuliers. Elle participe à l'élaboration des instruments juridiques internationaux.

## Informier et dénoncer

### Mobiliser l'opinion publique

La FIDH alerte et mobilise l'opinion publique. Communiqués et conférences de presse, lettres ouvertes aux autorités, rapports de mission, appels urgents, web, pétitions, campagnes... La FIDH utilise ces moyens de communication essentiels pour faire connaître et combattre les violations des droits humains.

**La FIDH**  
**fedère 178 organisations de**  
**défense des droits humains**  
**réparties sur les 5 continents**

---

**FIDH - Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme**

17, passage de la Main-d'Or - 75011 Paris - France

CCP Paris : 76 76 Z

Tél. : (33-1) 43 55 25 18 / Fax : (33-1) 43 55 18 80

[www.fidh.org](http://www.fidh.org)

Directeur de la publication : Karim Lahidji

Rédacteur en chef : Antoine Bernard

Auteur : Florent Geel

Coordination : Florent Geel, Marceau Siveude

Design : CBT

La FIDH  
 **fédère 178** organisations de  
 **défense des droits humains**   
réparties sur les **5 continents**



## CE QU'IL FAUT SAVOIR

La FIDH agit pour la protection des victimes de violations des droits de l'Homme, la prévention de ces violations et la poursuite de leurs auteurs.

### **Une vocation généraliste**

La FIDH agit concrètement pour le respect de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme – les droits civils et politiques comme les droits économiques, sociaux et culturels.

### **Un mouvement universel**

Créée en 1922, la FIDH fédère aujourd'hui 178 organisations nationales dans plus de 100 pays. Elle coordonne et soutient leurs actions et leur apporte un relais au niveau international.

### **Une exigence d'indépendance**

La FIDH, à l'instar des ligues qui la composent, est non partisane, non confessionnelle et indépendante de tout gouvernement.

**fidh**

Retrouvez les informations sur nos 178 ligues sur [www.fidh.org](http://www.fidh.org)